

« OÙ VONT LES ÉTATS-UNIS ? »

Sommaire

Introduction

par M. Jean-Pierre Chevènement,

Président de la Fondation Res Publica..... 7

« *Comment se porte l'économie américaine ?* »

par Mme Florence Pisani,

Director of Economic Research, Candriam. co-auteur de *L'économie américaine* (La Découverte, 2018) 13

« *Analyse de la situation politique* »

par M. André Kaspi,

Historien, spécialiste des États-Unis, auteur, entre autres, de *Les Américains* (2 tomes, rééd. 2014, Points) et *Les Présidents américains*, en collaboration avec Hélène Harter (Tallandier, 2012) 30

« *E pluribus plures : l'impact électoral des recompositions démographiques aux États-Unis* »

par M. Lauric Henneon,

Maître de conférences à l'Université de Versailles Saint-Quentin, auteur de *La Fin du rêve américain* (Odile Jacob, 2017), et *Histoire religieuse des États-Unis* (Flammarion, 2012)..... 37

« *La politique étrangère de Donald Trump* »

par Mme Laurence Nardon,

Chercheur, responsable du programme Amérique du Nord de l'Ifri, auteur de *Les États-Unis de Trump en 100 questions* (Tallandier, 2018)..... 54

« *Ruptures et continuités de la politique étrangère des États-Unis* »
par M. Alain Dejammet
Ambassadeur de France, président du Conseil scientifique de la Fondation Res
Publica 60

« *Le poids de la Cour Suprême des États-Unis, le troisième pouvoir, sur le
processus électoral* »
Par M. Michel Suchod, ambassadeur, ancien parlementaire, membre du Conseil
scientifique de la Fondation Res Publica..... 67

Mesdames,
Messieurs,
Chers amis,

J'ai le plaisir d'ouvrir ce colloque et de vous présenter les éminents spécialistes qui traiteront devant nous de la situation économique, sociologique, politique, géopolitique des États-Unis de Donald Trump.

Mme Florence Pisani est directrice de recherche économique chez Candriam, société de gestion et co-auteur de *L'économie américaine* (La Découverte, 2018).

M. Lauric Henneon est maître de conférences à l'Université de Versailles Saint-Quentin. Il a écrit un ouvrage que je prends la liberté de vous recommander : *La Fin du rêve américain* (Odile Jacob, 2017), et une *Histoire religieuse des États-Unis* (Flammarion, 2012).

Mme Laurence Nardon est chercheur à l'Ifri, responsable du programme Amérique du Nord de ce grand *think tank* et auteur des *États-Unis de Trump en 100 questions* (Tallandier, 2018).

M. André Kaspi, historien, spécialiste des États-Unis, a écrit notamment *Les Américains* (2 tomes, rééd. 2014, Points). Nous le connaissons bien. Il a déjà participé à nos débats¹.

M. Alain Dejammet, Ambassadeur de France, président du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, nous parlera de la politique étrangère des États-Unis.

Nous entendrons aussi M. Michel Suchod, également diplomate et ancien député, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, qui nous apportera un éclairage sur ce qui se passe à la Cour Suprême.

J'ai souhaité introduire nos débats pour mieux permettre à chacun des intervenants d'aller au bout de sa pensée.

L'élection imprévue de Donald Trump et sa politique suscitent de telles polémiques qu'il a paru urgent à la Fondation Res Publica d'essayer d'y voir plus

¹ M. André Kaspi est intervenu sur les élections primaires au colloque « *États-Unis, horizon 2017* » organisé par la Fondation Res Publica le 18 avril 2016.

clair.

Les États-Unis sont-ils vraiment en train de changer de politique étrangère ? C'est la première question qu'on se pose.

On ne peut que s'étonner, par exemple, de voir une des figures du néo-conservatisme, Robert Kagan, en l'occurrence, se faire le procureur, au nom de l'ordre libéral mondial, d'une politique de Donald Trump consistant à rompre avec l'interventionnisme et à rapatrier aux États-Unis les soldats américains dispersés à travers le monde.

Il y a quelque chose de comique à voir d'anciens faucons se déchaîner contre Donald Trump alors même que des responsables de l'administration Obama tels Robert Malley ou le dernier ambassadeur américain à Damas approuvent la décision de retirer les troupes américaines de Syrie.

La critique de la politique étrangère du nouveau Président, comme retour à l'isolationnisme, n'est-elle pas quelque peu réductrice, car celle-ci, en Iran ou au Venezuela, orientée vers le « *régime change* », peut difficilement être qualifiée de non-interventionniste.

Il me paraît curieux de voir des esprits réputés avancés, aux États-Unis ou en Europe, s'étonner de ce que les États-Unis pourraient cesser de jouer le rôle qu'on leur a tant reproché dans le passé de « gendarmes du monde ».

Les alarmes de ces dirigeants européens quant à un éventuel et très hypothétique retrait des États-Unis de l'OTAN ne font très souvent que traduire soit leur accoutumance à la dépendance soit leur souhait de confier définitivement aux États-Unis le soin de pourvoir à la sécurité européenne.

Il est franchement surréaliste de voir reprocher l'oubli de « l'exceptionnalisme américain » au candidat de l'« *America first !* ». Les adversaires de Donald Trump font valoir que ce slogan était celui des isolationnistes des années 1930 qui se refusaient à intervenir face aux puissances de l'Axe. Sauf qu'aujourd'hui je ne vois pas très bien où sont les Hitler, les Mussolini ou les militaristes nippons.

Les mêmes feront valoir la montée, partout dans le monde, de régimes autoritaires dits quelquefois « illibéraux ».

Il me semble qu'il y a là des amalgames trop rapides et la marque d'une certaine confusion. Quel rapport y a-t-il entre la Chine de Xi Jin Ping, les États-Unis de Donald Trump, la Russie de Vladimir Poutine, l'Arabie Saoudite du Roi Salman et de son turbulent rejeton, la Turquie de Recep Tayyip Erdogan, l'Iran du Président Rohani, le Brésil de Jair Bolsonaro, l'Égypte d'Abdel Fattah al-Sissi

et pourquoi s'arrêter en chemin la Hongrie de Viktor Orban, l'Italie de Matteo Salvini et de Luigi di Maio, la Pologne de Jaroslaw Kaczynski ?

Il y a beaucoup de confusionnisme et de parti pris idéologique dans cette tentative de catégorisation de régimes très différents entre eux. Pourquoi ne pas admettre que, dans un monde devenu « apolaire » et désordonné, le sentiment d'insécurité a partout progressé, qu'il s'agisse de sécurité économique, sociale, militaire, voire culturelle ?

Si on voulait bien poser les problèmes correctement, peut-être serait-il possible d'apporter des réponses solides qui rassurent les peuples inquiets en leur ouvrant des perspectives communes et en leur fournissant un horizon de progrès partagé ?

Revenons aux États-Unis : de quoi Donald Trump est-il le nom en politique intérieure et en politique extérieure ?

Nous sommes à la fin d'un cycle néolibéral dont la crise de 2008 a montré la précarité des équilibres sur lesquels il repose.

Après plusieurs décennies d'interventions extérieures infructueuses au Vietnam dans les années 1960-1970, en Irak et en Afghanistan dans les années 1990-2000, il y a une certaine fatigue américaine, d'autant plus compréhensible que depuis près de trente ans la menace soviétique a disparu. Certains essaient bien de recréer une menace russe au prétexte de contacts entre l'équipe de campagne de Donald Trump et de ressortissants russes. Certes, il est plus facile de se servir de l'image d'un ennemi connu depuis 70 ans que d'en fabriquer une nouvelle. Mais qui croit réellement que le résultat des élections américaines de 2016 ait pu être modifiée par des *hackers* russes ? La nouvelle bipolarité qui monte à l'horizon n'est-elle pas celle des États-Unis avec la Chine et non avec la Russie ?

Les États-Unis ne seraient-ils pas en train de commettre une énorme bévue en repoussant la Russie vers la Chine qui est à l'évidence pour le XXI^e siècle leur véritable rival, leur seul « compétiteur stratégique » ?

Il serait donc temps de s'interroger sur le sens de la victoire de Donald Trump en 2016 et sur les tendances lourdes qu'elle a révélées dans la société américaine et dans la politique des États-Unis.

Que Donald Trump soit ou non réélu en 2020, ces tendances ne sont probablement pas destinées à disparaître avec lui.

Quelles ruptures Donald Trump opère-t-il ? Et inversement quels sont les facteurs de continuité avec la politique de Barack Obama ?

Enfin que révèlent des tensions internes de la société américaine ces nouvelles orientations à l'extérieur ?

Bref, je souhaite que notre colloque réponde à deux ordres de préoccupations : la première concerne la politique intérieure, le second la politique étrangère.

D'abord la politique intérieure

Donald Trump ne répond-il pas à la hantise du déclin américain sensible à travers la désindustrialisation, la paupérisation des salariés modestes, l'accroissement des inégalités, la panne de l'ascenseur social, la crise du « rêve américain » ?

La question de savoir si les moyens qu'il emploie peuvent être efficaces est une autre question.

Au plan intérieur, il exploite la hantise de l'immigration en particulier celle des Hispano-américains et celle des musulmans.

N'y a-t-il pas disproportion entre la menace et la réalité ?

Comment se porte, aujourd'hui, l'économie américaine ? Quelles tendances profondes révèle-t-elle ? Nous commencerons par cette question avec Mme Pisani.

Qu'en est-il de la révolution du gaz de schiste et quelles en sont les conséquences à terme ?

Et la société ? Quelle place les religions occupent-elles dans le paysage ? Pèseront-elles dans l'élection de 2020 ? Est-il prématuré de s'interroger à ce sujet. Ce sujet sera traité par M. Henneton.

Venons-en à politique étrangère

L'arrivée de Donald Trump au pouvoir paraissait peu probable. D'où la violence des réactions qu'elle a suscitée.

Les orientations qu'il donne sont en partie en rupture avec celles du mandat

précédent :

Tout d'abord la guerre commerciale déclarée à la Chine. Bien sûr il y a des négociations mais elles doivent s'achever dans deux mois et on doute qu'elles puissent répondre dans ce délai à des problèmes infiniment lourds et complexes.

La rupture de l'accord sur le climat, qui suscite de nombreux commentaires.

La dénonciation de l'accord avec l'Iran, dit JCPOA, qui prévoit la dénucléarisation de l'Iran mais qui est remis en cause par Donald Trump et aboutit à la restauration d'un embargo sur l'Iran que suivent nos entreprises qui n'obéissent pas au gouvernement français mais au gouvernement américain pour des raisons faciles à comprendre. En effet la globalisation est un piège qui fait que les intérêts qu'elles ont aux États-Unis paraissent plus importants aux entreprises françaises que ceux qu'elles pourraient acquérir en Iran.

La distanciation vis-à-vis moins de l'OTAN que de l'Allemagne, le retrait syrien et l'ouverture de négociations directes avec la Corée du Nord sont d'autres facteurs de différenciation.

Mais n'occultons pas les facteurs de continuité avec son prédécesseur :

C'est Barack Obama qui a prononcé le « pivot » des forces américaines vers l'Asie. Ce pivot a pris un nouveau tour avec l'engagement d'une partie de bras de fer commercial au prétexte d'un déficit de 350 milliards de dollars par an des États-Unis sur la Chine, c'est-à-dire près de la moitié de leur déficit total qui est de 800 milliards. Donald Trump prend cela comme une sorte de « *guideline* ».

Il me semble que l'alliance avec Israël et l'Arabie Saoudite a été resserrée.

Plus que jamais s'impose l'extraterritorialité du droit américain et n'est pas nouvelle la revendication d'une nouvelle répartition du fardeau de la défense (*burden sharing*) vis-à-vis des membres européens de l'OTAN.

Le Président américain n'est pas à l'origine des changements de l'après-guerre froide.

L'implosion de l'URSS date de trois décennies.

La montée des émergents, et particulièrement de la Chine, est corrélative à la globalisation qui, depuis une quarantaine d'années, a permis des délocalisations industrielles de plus en plus nombreuses.

Une nouvelle prépondérance allemande s'est installée en Europe du fait de la réunification allemande et surtout de l'élargissement de l'Union européenne.

Enfin, on peut dire que le retrait occidental du grand Moyen-Orient a été

largement engagé par Barack Obama.

Donald Trump rebat les cartes, avec la Chine, l'ALENA (accord avec le Canada et le Mexique) et l'Allemagne, au prétexte de « guerres commerciales ».

La menace du « *big stick* » commercial permet d'obtenir certains résultats :

Il semble que Chine ait fait des concessions en matière de droits de douane, soit plus prudente sur les questions de propriété intellectuelle (encore que cela se vérifie seulement à l'usage), semble témoigner d'une flexibilité accrue sur la Corée du Nord.

Sur l'Iran, un compromis paraît improbable mais il n'est pas exclu.

Le « *big stick* » dont je parle n'est pas l'interventionnisme à la mode néoconservatrice. Le but n'est pas d'exporter la démocratie, réserve faite du Venezuela et de l'Iran où la politique de « *regime change* » est quand même à l'affichage.

Avant de donner la parole aux intervenants, j'ajouterai que l'indignation permanente des médias ne peut tenir lieu d'analyse, que la russophobie ne peut tenir lieu de politique étrangère.

Un certain nombre de constats peuvent être opérés après les élections de *midterm* : l'électorat de Donald Trump lui reste fidèle, (40 %). En même temps, il a écarté de son entourage ceux que la presse appelait « les adultes dans la pièce », il a resserré l'homogénéité de son équipe. Les élections de *midterm* n'ont pas été décisives, même si les Démocrates sont désormais majoritaires à la Chambre des représentants, d'où les derniers épisodes de *shutdown*.

La diplomatie des États-Unis est-elle le simple reflet de la politique intérieure à l'approche des élections de 2020 comme le suggère R. Kagan ? Je laisse cette question en suspens car il y a plusieurs manières d'y répondre.

Un constat peut être fait : les disparités sociales s'accroissent, la solidité de l'emploi est remise en cause par la multiplication des « *mini-jobs* ».

Donald Trump peut-il être qualifié de « suprémaciste » ou n'instrumente-t-il pas tout simplement la souffrance de la classe ouvrière américaine et des couches populaires blanches ?

Pour conclure, deux interrogations de fond :

Le libre échangeisme est-il compatible, et jusqu'où, avec un certain protectionnisme vers lequel il semble qu'on s'achemine ? Je rappelle qu'à la fin du XIX^e siècle il y avait aussi des tendances protectionnistes et qu'elles n'avaient pas empêché la poursuite, et même un certain regain, de la croissance.

Les capacités d'intégration de la société américaine sont-elles réellement atteintes ? Qui peut réellement le dire ?

Beaucoup de questions, qui se voulaient parfois provocantes, pour un débat dont j'espère qu'il nous (me) permettra d'éclaircir nos (mes) idées.

Je donne la parole à Mme Florence Pisani qui va nous parler de l'économie américaine.

| |
|-----------------|
| FLORENCE PISANI |
|-----------------|

Comment se porte l'économie américaine ?²

La plupart des observations que je ferai sont tirées de *L'économie américaine*³, petit livre que j'ai co-écrit avec Anton Brender.

Nous sommes partis d'un double constat :

Chaque année, le quart du PIB mondial est produit aux États-Unis par une population qui représente moins de 5 % de celle de la planète. Le rapprochement de ces deux chiffres donne une idée de la puissance de l'économie américaine.

En revanche, cette économie peine de plus en plus à produire du progrès social.

C'est ce contraste que nous avons essayé d'expliquer.

² L'intervention de Mme Pisani n'a pas été relue par son auteur.

³ *L'économie américaine*, Anton Brender et Florence Pisani (éd. La Découverte, coll. Repères, 2018).

Une économie en panne de progrès social

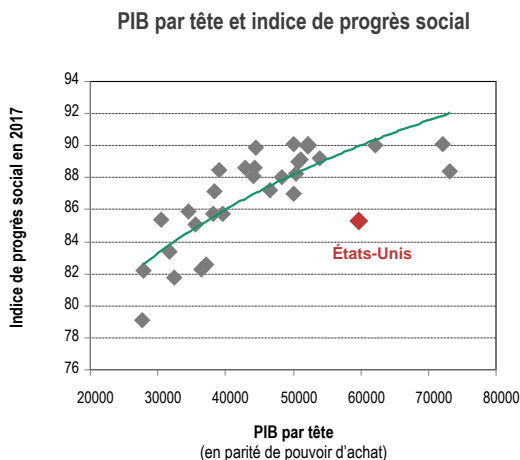
L'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche est le reflet du désarroi croissant de beaucoup d'Américains devant les évolutions qui, en quelques décennies, ont profondément transformé leur économie. Ces évolutions ont en effet mis en porte-à-faux le modèle social sur lequel a longtemps reposé son dynamisme : depuis presque un demi-siècle, l'économie américaine, si elle reste la plus productive de la planète, s'avère de moins en moins capable de faire progresser le niveau de vie d'une grande partie de la population.

De nombreux indicateurs le démontrent :

Aux États-Unis, le taux de mortalité infantile, identique à celui de l'Allemagne au début des années 80, est aujourd'hui deux fois plus élevé (plus élevé même qu'à Cuba). Les États-Unis sont le seul pays développé où la durée de vie a cessé d'augmenter, voire a légèrement baissé sur les dernières années.

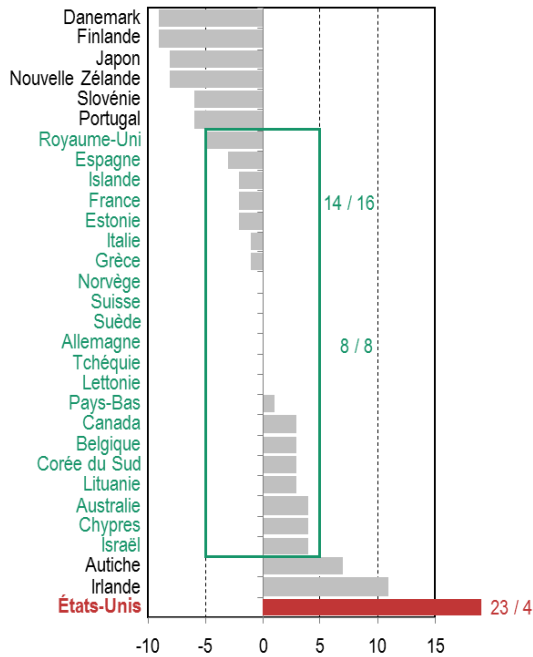
Le taux d'incarcération aux États-Unis est cinq fois supérieur à la moyenne des pays de l'OCDE.

L'indice de progrès social résume tous les autres indicateurs.



On observe pour la plupart des pays un lien assez logique entre niveau de développement et progrès social. Seuls les États-Unis se détachent, très en-dessous, en termes de progrès social, compte tenu de leur niveau de développement.

Écart de rang de classement entre le progrès social et le PIB par tête (2017)

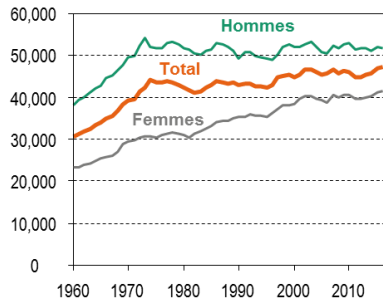


Source : Social Progress Index

Le classement des 30 pays les plus développés en termes de progrès social et de PIB par tête confirme ce constat. Pour beaucoup de pays, dont l'Allemagne et la France, les classements sont très proches. Mais les États-Unis, 4^{ème} pays en termes de PIB par tête, sont au 23^{ème} rang (sur 30) en termes de progrès social !

Depuis le début des années 1970, le salaire des hommes travaillant à temps plein stagne.

Salaire réel médian à temps plein
(travailleurs âgés de plus de 15 ans, en dollars de 2016)

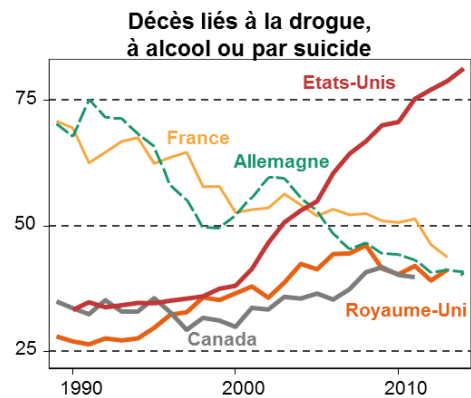
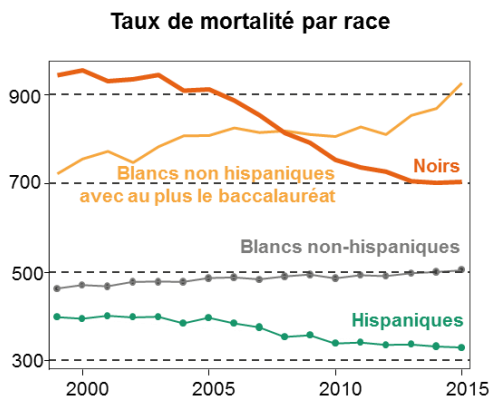


Sources : Census Bureau, Brender et Pisani [2018]

La légère hausse du salaire médian observée pour l'ensemble de la population, est liée au fait que les femmes participent un peu plus au marché de l'emploi.

Enfin, un indice de détresse, le taux de mortalité, participe à expliquer les comportements électoraux.

Taux de mortalité pour les hommes et femmes âgés de 50 à 54 ans
(décès pour 100 000 personnes, 1999-2015 et 1989-2015)



Source : Case et Deaton [2017]

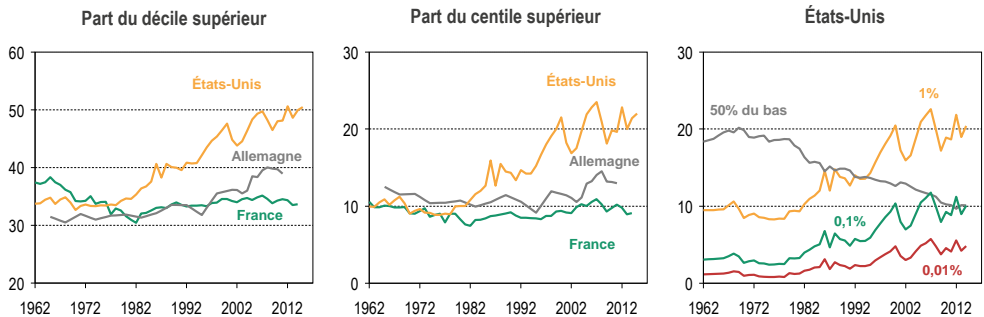
Les taux de mortalité tendent naturellement à baisser avec le progrès du développement, ce qu'on observe effectivement pour les Noirs américains et les Hispaniques. Mais les taux de mortalité des Blancs non-hispaniques ont eu

tendance à stagner et même à monter pour les Blancs non-hispaniques les moins qualifiés.

Les taux de suicides liés à la drogue (essentiellement aux opiacées) ou à l'alcool ont très fortement monté aux États-Unis alors que les décès liés à l'alcool et à la drogue sont relativement faibles ou en baisse dans tous les pays. Cela traduit la détresse sociale, le laminage de la classe moyenne américaine

L'évolution de la distribution des revenus a été spectaculaire.

Evolution du partage du revenu* par pays et aux États-Unis
(en %, 1962-2014)



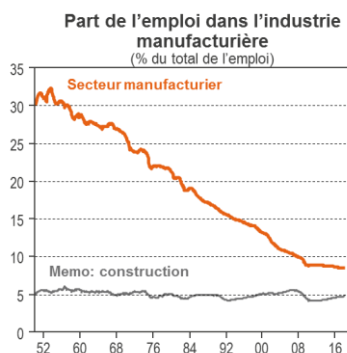
Sources : World Wealth and Income Database, Brender et Pisani [2018]

En France, la part des 10 % dont le revenu est le plus est élevé est importante mais stable, contrairement à une idée répandue. Elle a progressé en Allemagne et ne cesse de monter aux États-Unis où les 10 % qui gagnent le plus captent chaque année la moitié du revenu. On observe aujourd'hui des niveaux proches de ceux du début du XX^e siècle. Les 1 % qui gagnent le plus se partagent plus de 20 % du revenu. Et les 0,1 % qui gagnent le plus ont la même part dans le revenu que les 50 % des Américains qui gagnent le moins.

Un libéralisme dépassé par les mutations structurelles

La préférence pour le libéralisme a toujours caractérisé les États-Unis : peu d'interventions publiques, des dépenses publiques limitées et contrôlées, un État qui se contente d'assurer la subsistance, tout le reste relevant de la responsabilité individuelle.

On assiste à une tertiarisation des revenus due à une demande de services qui progresse avec le développement. Le poids de la santé monte. Les entreprises externalisent une partie de leur production (secteurs informatiques, nettoyage etc.). De plus, l'ouverture à la concurrence gonfle les importations de pays à bas salaires, en particulier de la Chine depuis son entrée dans l'OMC à la fin des années 90. Le secteur industriel a été laminé. La part de l'industrie manufacturière a fortement baissé et la part des services est montée.

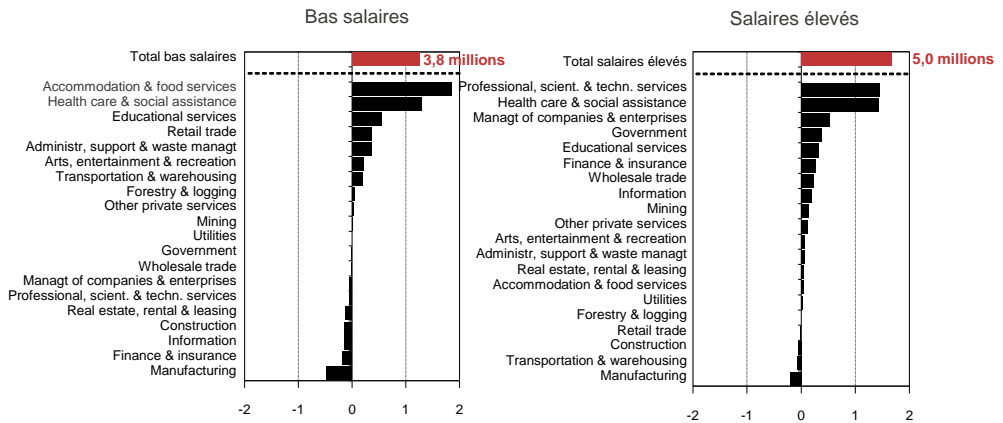


Sources : Thomson Reuters Datastream

Les emplois ont été créés massivement dans les services. Alors qu'elle représentait 30 % de l'emploi au début des années 50, la part de l'industrie manufacturière est tombée aujourd'hui à moins de 10 %.

Des emplois ont été créés aux deux bouts de l'échelle des salaires (bien rémunérés et très peu rémunérés).

Variations de l'emploi par niveaux de salaire et secteurs
(2005-2015, en millions)



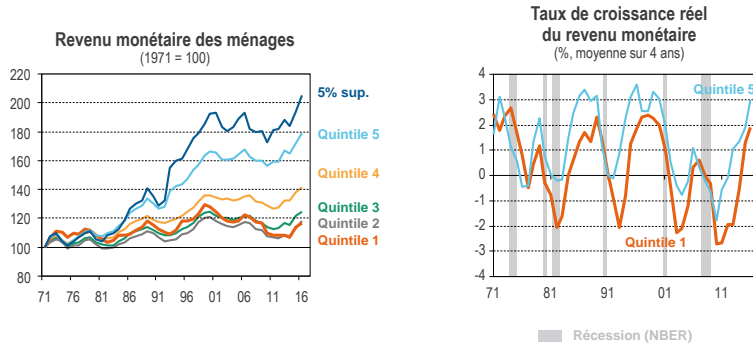
Sources : Bureau of Labor Statistics, Brender et Pisani [2018]

Sur les dix dernières années, tandis qu'on créait 4 millions d'emplois à bas salaires et 5 millions d'emplois à hauts salaires, on détruisait un million d'emplois intermédiaires, principalement dans la construction et l'industrie manufacturière. Seuls les secteurs de la santé et des services aux entreprises ont créé des emplois intermédiaires.

Face à cette évolution, l'État fédéral est resté largement passif : confiant dans l'efficacité des forces de marché, il n'a pas fait d'effort pour faciliter les adaptations et les reconversions qu'elle appelait ; il n'a pas non plus redistribué les gains apportés par le progrès technique comme par l'échange international. Faute de pouvoir accéder à des emplois de services bien rémunérés, une partie de la population américaine n'a eu d'autre choix que de se tourner vers ceux qui l'étaient moins, d'où l'impression de déclassement d'une grande partie des travailleurs américains. Il y a en effet très peu de filets de sécurité et les syndicats américains sont extrêmement affaiblis.

Le salaire minimum a été revalorisé très irrégulièrement. Le pouvoir d'achat du salaire minimum a donc plutôt tendance à baisser, phénomène aggravé par la pression des gens qui perdaient leur emploi dans l'industrie manufacturière sur les emplois les moins bien rémunérés.

Revenu moyen réel des ménages américains par quintile, 1971-2016



Sources : Census Bureau, Thomson Reuters Datastream, Brender et Pisani [2018]

Cela se traduit par le fait que les revenus des 20 % des ménages qui gagnent le moins stagnent en moyenne depuis des décennies. Le pouvoir d'achat de ces revenus baisse de 2 % ou 3 % en moyenne sur quatre ans.

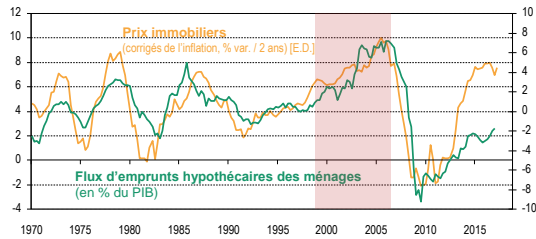
Des politiques conjoncturelles à bout de souffle

La priorité de l'État a donc été de maintenir l'économie le plus près possible du plein emploi, seule façon, sinon d'assurer une progression en termes réels des salaires les plus bas, du moins d'éviter leur érosion.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement s'est servi d'abord, pour y parvenir, de la politique budgétaire. Mais le budget est un instrument très lourd. Dès la fin des années 1960 les limites de cette politique comme instrument du réglage conjoncturel sont apparues et la politique monétaire a, peu à peu, pris le relais.

La baisse des taux incite les ménages à s'endetter pour acheter des logements, ce qui relance petit à petit l'activité. Mais dès que les taux remontent, les ménages empruntent moins et l'activité ralentit. Les États-Unis ont utilisé cette politique cyclique pour répondre à des chocs déflationnistes (la crise asiatique en 1998, la bulle boursière de 2000). La baisse des taux a stimulé l'endettement des ménages, encore aggravé par la baisse des taux due à la hausse des prix du pétrole. Cette politique monétaire a abouti à la fin des années 2000 à une explosion de l'endettement des ménages et à une bulle immobilière (l'essentiel des transactions immobilières concernant des maisons existantes et non des maisons neuves). Les prix immobiliers se sont donc envolés, provoquant la crise des *subprimes* de 2007.

Prix immobiliers et endettement hypothécaire des ménages (1970-2016)

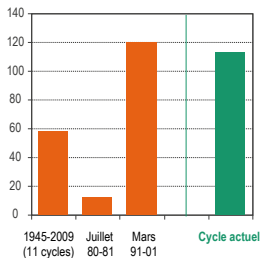


Sources : Thomson Reuters Datastream, Brender et Pisani [2018]

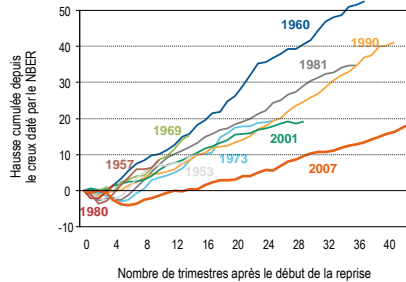
C'est faute de politiques structurelles pour faire face aux vents contraires (délocalisation des emplois de l'industrie manufacturière, ouverture au commerce...) que les États-Unis recourent à la politique monétaire, un instrument conjoncturel sollicité à l'excès.

Un dynamisme perdu ?

Longueur des cycles d'après-guerre (en mois)



Hausse cumulée du PIB lors des cycles de reprise d'après-guerre (%)



Sources : Thomson Reuters Datastream, Réserve fédérale de Minneapolis.

Les États-Unis sont en voie de connaître leur cycle économique le plus long depuis la Seconde Guerre mondiale. Mais ce cycle d'expansion extrêmement long est aussi le plus faible des cycles d'après-guerre (en 1960, au bout de trente-six trimestres, le PIB était monté de 50 %).

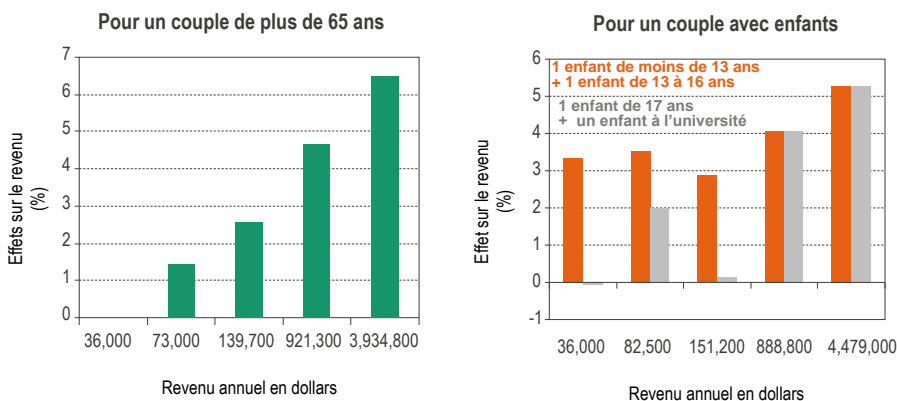
La politique de Donald Trump va-t-elle dans la bonne direction ?

Le bon sens serait de faciliter la réadaptation structurelle pour répondre aux défis structurels de l'économie américaine.

La première chose qu'a fait Donald Trump a été une grande réforme fiscale.

Or les baisses d'impôts n'ont stimulé qu'assez peu la dépense des ménages.

Effets sur le revenu disponible des ménages par tranche de revenu

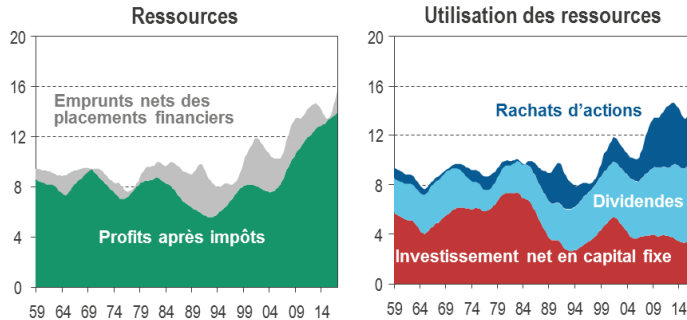


Sources : Tax Foundation, Tax Policy Center.

On voit en outre que seuls les hauts revenus bénéficient de la réforme fiscale, ce qui ne va pas dans le sens de la réduction des inégalités.

La baisse du taux d'impôt sur les sociétés a peu de chances de déclencher une reprise soutenue de l'investissement.

Épargne financière des entreprises non financières (% de la valeur ajoutée des ENF, lissage sur 7 ans)



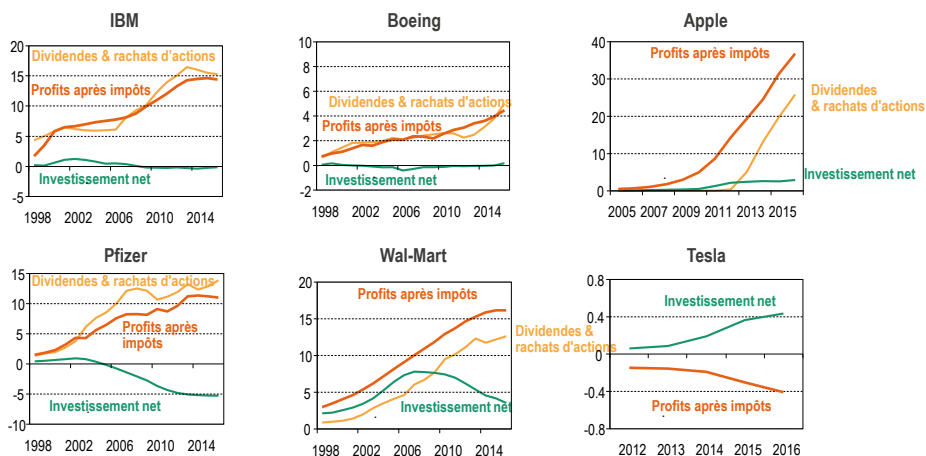
Sources : Réserve fédérale, Brender et Pisani [2018]

En baissant l'impôt sur les sociétés, on espérait susciter un rebond de l'investissement des entreprises et améliorer les gains de productivité.

Or, avant la réforme fiscale, la part des profits rapportée à la valeur ajoutée des entreprises n'a pas cessé de monter. De plus les entreprises ont emprunté un peu plus qu'elles n'ont prêté. Une faible part de leurs ressources a été investie. Le poids de l'investissement physique a baissé continûment. Les entreprises ont surtout distribué des dividendes et racheté des actions.

Il était donc peu probable qu'en laissant un peu plus de profits aux entreprises elles investissent beaucoup plus, pensions-nous.

Profits après impôts et dépenses nettes d'investissement (milliards de dollars, lissage sur 7 ans)



Sources : Thomson Reuters Datastream, Worldscope, Brender et Pisani [2018]

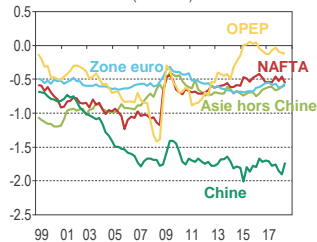
Comme par le passé, les entreprises ont distribué plus de dividendes et racheté, plus d'actions. Les profits après impôts montent partout. Il n'y a ni investissement net (après dépenses investissement recherche et développement) ni investissement en biens d'équipement. Seule Tesla (voitures électriques), qui n'a pas de profits, investit. Mais la plupart des entreprises américaines dégagent beaucoup plus de profits que d'investissements. Partout elles distribuent des dividendes et font des rachats d'actions.

Donald Trump comptait aussi sur sa politique commerciale.

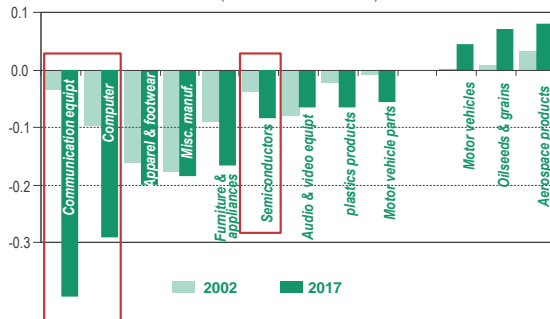
Si le pays, au total, gagne à l'échange – selon la théorie internationale –, encore faut-il que ces gains soient redistribués aux perdants. Des efforts de formation sont donc nécessaires afin de doter les gens qui ont perdu leur emploi dans le secteur manufacturier des qualifications qui leur permettront d'occuper les emplois de demain. Tout cela nécessite un certain nombre de politiques interventionnistes qui n'ont pas eu lieu.

Donald Trump réagit en imposant des droits de douane et en fermant l'économie.

Solde commercial des États-Unis par pays
(% du PIB)



Balance commerciale des États-Unis avec la Chine par secteur
(% du PIB des États-Unis)



Sources : BEA, US International Trade Administration.

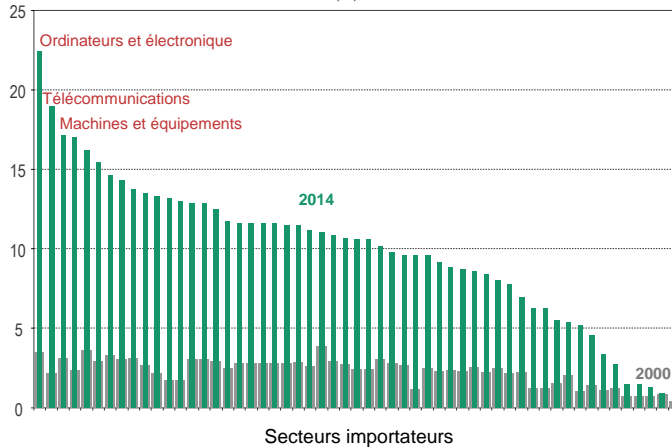
Le solde commercial américain s'est particulièrement creusé vis-à-vis de la Chine qui devient donc la cible naturelle.

Mais il nous semble que les attaques américaines contre la Chine participent d'une course technologique beaucoup plus que d'un problème de déficit bilatéral entre les deux pays.

Le déficit américain vis-à-vis de la Chine s'est creusé dans les secteurs des ordinateurs, des biens de communication et d'équipement, et, dans une moindre mesure, dans celui des semi-conducteurs. Or les États-Unis s'aperçoivent qu'ils sont de plus en plus dépendants de ces produits de technologie :

D'abord parce qu'ils importent des produits de consommation intermédiaire de Chine.

Part de la Chine dans les produits intermédiaires importés par les États-Unis, par secteur importateur
(%)

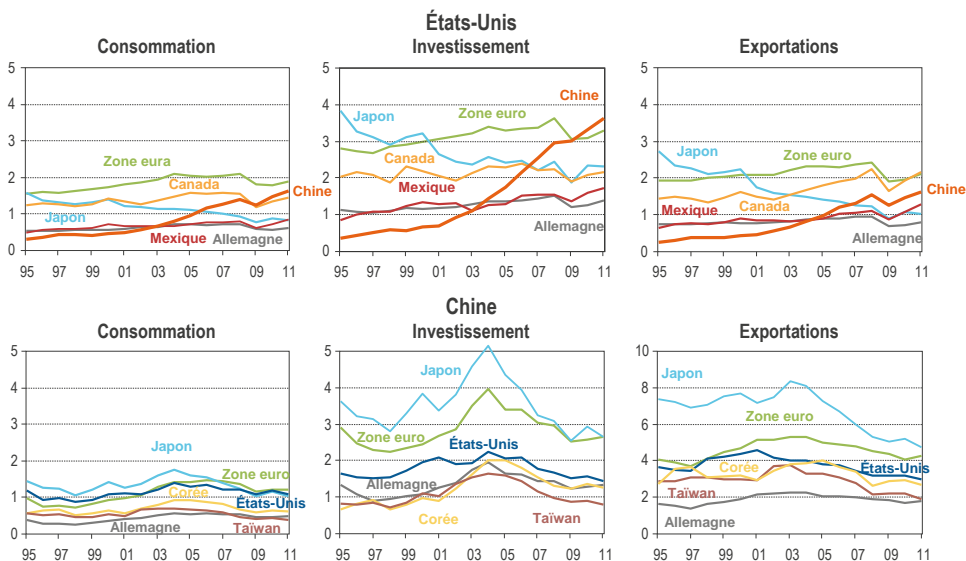


Sources : World Input-output Database

Ces importations de produits intermédiaires en provenance de Chine, relativement faibles pour la plupart des secteurs importateurs américains, ont considérablement progressé entre 2000 et 2014 dans les secteurs de l'ordinateur, des télécommunications, des machines et équipements. Dans cette course technologique, les États-Unis commencent à s'inquiéter de cette pénétration.

La Chine a également renforcé son rôle dans l'approvisionnement américain en biens d'équipement, tout en réduisant sa dépendance à l'égard du reste du monde.

Part de la valeur ajoutée étrangère dans la demande finale des États-Unis et de la Chine, par pays d'origine
(% des composantes de la demande finale)



Source : OCDE.

Dans les biens d'investissement, on voit une pénétration dans la valeur ajoutée américaine de biens d'investissement chinois (on pense à l'affaire Huawei, au développement de la 5G, aux réseaux de télécommunication avec la Chine). C'est la pierre d'achoppement entre les États-Unis et la Chine.

Après la grande réforme fiscale et ce volet commercial, le dernier élément du programme de Donald Trump était l'indispensable grand plan d'infrastructures au sens large, comprenant les infrastructures sociales. Or les efforts nécessaires en matière d'éducation, de formation professionnelle n'ont pas été faits. C'est tout un pan qu'on a laissé complètement de côté. Ce plan d'infrastructures est la seule chose qui n'ait pas été mise en œuvre.

Je vous remercie de votre attention.

Merci, Mme Pisani, pour cet exposé extrêmement brillant et complet qui montre en particulier la faiblesse de l'investissement dont j'observe qu'elle apparaît déjà sous Barack Obama. C'est une tendance longue à laquelle Donald Trump ne remédie pas. La concurrence avec la Chine concerne les produits de haute technologie, vous l'avez très bien montré.

La politique de Donald Trump en matière de taxation des importations chinoises est-elle adaptée à ce défi technologique que, à terme, la Chine va poser de plus en plus ?

Y a-t-il un rapport entre les moyens utilisés et l'objectif dont on pourrait penser qu'il est celui de la politique américaine ?

Cela va freiner l'économie chinoise à très court terme. C'est un défi pour la Chine dont les entreprises ont déjà accumulé beaucoup de dettes. Constatant le développement de formes d'endettement relativement dangereuses, en particulier le fameux *shadow banking*, l'endettement non bancaire, la Chine voulait reprendre le contrôle de cet endettement. La guerre commerciale arrive donc au pire moment, quand la Chine tente de ralentir le crédit. C'est un choc sur les exportations chinoises, un élément de frein supplémentaire qui oblige la Chine à recommencer à soutenir son économie en partie par du crédit. C'est le problème de court terme.

À moyen terme, ce que viennent de faire les États-Unis va encourager la Chine à monter en gamme beaucoup plus vite qu'elle ne l'avait prévu. La Chine a un excédent d'épargne, souvent investi à l'étranger, qu'elle va désormais utiliser chez elle pour développer l'investissement dans le secteur des nouvelles technologies. Les Chinois sont déjà en train d'essayer de soutenir l'investissement pour les petites entreprises des secteurs innovants, utilisant les entreprises publiques et les banques publiques pour essayer d'allouer cette épargne afin qu'elle aille financer des projets plutôt innovants.

Cette guerre commerciale est donc paradoxalement en train d'accélérer le mouvement de la Chine vers une montée en gamme. À court terme, c'est un

problème pour elle, mais sur le moyen terme elle risque d'aller plus vite vers ces secteurs de haute technologie.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, Madame, pour cette réponse très convaincante.

J'aimerais prendre le problème par une autre face : voit-on un regain de la production manufacturière aux États-Unis ? J'observe d'après les statistiques que j'ai pu consulter que le déficit commercial américain vis-à-vis de la Chine reste toujours aussi impressionnant. Mais étant donnée la pression faite sur les entreprises pour qu'elles relocalisent aux États-Unis, est-il possible d'observer à aussi court terme un regain industriel ?

FLORENCE PISANI

On voit une amélioration dans l'industrie mais c'est un mouvement qui était déjà engagé. L'emploi dans l'industrie manufacturière, qui avait fortement baissé pendant la crise de 2008-2009, remontait un peu sous la présidence Obama et on n'observe pas de regain de cette tendance plutôt conjoncturelle. La part des emplois manufacturiers, de 8,5 %, n'augmente pas. Les relocalisations vont prendre du temps. La décision que Donald Trump vient de prendre concernant les droits de douane bouleverse l'organisation des chaînes de production, non seulement pour les entreprises chinoises mais aussi pour les entreprises américaines. Apple, qui produit une partie de ses i-phones en Chine, n'a pas aujourd'hui les moyens de relocaliser entièrement aux États-Unis. Par exemple, la production en Chine de petites vis nécessaires pour monter le matériel Apple ne peut pas être relocalisée immédiatement. Ce sont des mouvements de long terme. Cela va sans doute inciter une partie des entreprises à relocaliser une partie de leur production. Cela va aussi déplacer les chaînes de production : la Chine va délocaliser une partie de la production de ses entreprises à Taiwan, au Vietnam afin de l'exporter aux États-Unis. Ce bouleversement des structures des chaînes de production introduit une flexibilité qui va bien sûr être utilisée par les entreprises chinoises. C'est pourquoi, à court terme, je ne crois pas à un rebond de l'industrie manufacturière américaine.

À propos des droits de douane dans l'acier et l'aluminium, je rappelle que Donald Trump avait promis de créer de nombreux emplois en rouvrant les mines américaines de gaz de schiste. Or aucun emploi n'a été créé dans l'industrie minière. Il y a encore un fossé entre les promesses faites et la réalité.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, Madame.
C'est très clair.

Nous allons passer à la partie politique.

Je me tourne vers le professeur Kaspi qui va faire une analyse de la situation telle qu'elle se révèle au lendemain des élections de *midterm* (élections de mi-mandat).

ANDRE KASPI

Analyse de la situation politique

Merci, Monsieur le président, de m'avoir invité. J'ai toujours plaisir à me retrouver devant cet auditoire curieux, attentif et particulièrement informé.

On a déjà beaucoup parlé des élections de *midterm* qui ont eu lieu il y a trois mois. Mais je crois qu'il n'est pas inutile de revenir sur leurs résultats.

Les Démocrates ont gagné mais de peu. Ils ont obtenu une majorité à la Chambre des Représentants avec 39 sièges supplémentaires mais le Sénat reste entre les mains des Républicains. De plus les élections de *midterm* concernent aussi les gouverneurs et les assemblées législatives des différents États. On constate tout d'abord qu'aujourd'hui 23 gouverneurs sont démocrates (+ 7) et 27 sont républicains. On peut également noter que 17 États seulement sont complètement entre les mains des Démocrates. En revanche les mairies des principales villes sont démocrates. C'est le cas de Chicago, Boston, Los Angeles, Philadelphie, New York, San Francisco, Seattle, et Washington, la capitale

fédérale. S'il y a bien un partage des responsabilités politiques l'avantage reste aux Républicains, c'est-à-dire, pour l'instant, au Président Trump.

Même à la Cour suprême, la nomination du neuvième juge, à l'automne 2018, a donné la majorité aux conservateurs, ce qui ne signifie pas que ces juges militent dans le Parti républicain mais qu'ils ont des conceptions conservatrices. Quatre juges, en revanche, ont des conceptions libérales. La Cour suprême penche donc du côté conservateur.

L'électorat américain est profondément divisé. Il y a les « pour », il y a les « contre », et on ne trouve pas de milieu, même au sein de l'électorat républicain. Certains candidats républicains, jugés trop mous, ont été défaits par des Démocrates. S'ils avaient été des Républicains « durs », à la Trump, ils auraient vraisemblablement gagné les élections.

Quand on regarde le détail de l'électorat, on constate que l'électorat de Donald Trump est marqué par la présence importante des hommes blancs : 47 % des hommes ont voté démocrate, 51 % ont voté républicain, mais 39 % des hommes blancs ont voté démocrate et 60 % ont voté républicain.

En revanche, 59 % des femmes ont voté démocrate. 90 % des Noirs et 69 % des hispaniques ont voté démocrate.

59 % des électeurs qui sont allés à l'université ont voté démocrate. 51 % de ceux qui n'ont pas eu accès à l'enseignement supérieur ont voté républicain.

Cela dessine un électorat républicain marqué essentiellement par la forte présence des hommes blancs. L'électorat démocrate est marqué par la présence des minorités ethniques et des femmes (qui représentent 53 % de la population).

67 % des jeunes de 18 à 29 ans ont voté démocrate tandis que 50 % des plus de 65 ans ont voté républicain.

Il y a bien une division profonde de l'électorat, on vote républicain parce qu'on n'aime pas les Démocrates et on vote démocrate parce qu'on n'aime pas les Républicains. On ne trouve pas de voie moyenne.

L'électorat de Donald Trump est marqué par la présence des évangéliques, Lauric Hennenon en parlera mieux que moi. J'observe que les évangéliques ont obtenu des satisfactions : d'une part le choix du neuvième juge à la Cour suprême, hostile à l'avortement. D'autre part le transfert de l'ambassade des États-Unis en Israël de Tel Aviv à Jérusalem qui, contrairement à ce que l'on pourrait croire, n'est pas un acquis du *lobby* juif mais du *lobby* évangélique.

L'électorat républicain inclut aussi les « cols blancs », les travailleurs qui ont bénéficié du refus de la délocalisation, ceux qui combattent l'immigration illégale, les chefs d'entreprises, séduits par les baisses d'impôts, l'annulation de certaines réglementations, l'attitude pro-*business*, enfin les nationalistes, favorables au retour des troupes engagées à l'extérieur et rassurés par une Cour suprême conservatrice. On a beaucoup épilogué sur le fameux mur. Il faut savoir que c'est une demande largement partagée, même si elle n'est pas majoritaire. « *Build a Wall* » signifie quelque chose aujourd'hui aux États-Unis car cela correspond à la volonté de combattre l'immigration clandestine que l'on assimile au marché de la drogue.

Comment expliquer que le Parti républicain occupe cette place alors que, jusqu'à maintenant, le Parti démocrate était plutôt majoritaire ?

Les Démocrates ont subi un très fort recul du fait de l'héritage de Barack Obama. Par exemple, de 2008 à 2016, sur 8 000 élus fédéraux et locaux, 1 100 élus démocrates ont été battus. Ce recul des Démocrates s'observe aussi dans les assemblées législatives des États. Le fait qu'un gouverneur soit démocrate ou républicain a beaucoup d'importance pour le *redistricting*, le redécoupage électoral, qui, dans chaque État se fait en fonction des majorités qui se dégagent dans les assemblées législatives et de la position du gouverneur lui-même.

Tout cela explique que les Démocrates aient subi un tel recul alors même que Barack Obama a été réélu en 2012. En 2016 la candidate démocrate, Hillary Clinton, ne rassemblait pas suffisamment d'électeurs pour pouvoir l'emporter. Je pense que certains de ses propos, en particulier sur le « panier de gens déplorables » qui comporterait des islamophobes, des homophobes... toutes personnes que Hillary Clinton et les Démocrates détestent, ont été à l'origine de ce rejet de la candidature d'Hillary Clinton et au-delà, du rejet des Démocrates eux-mêmes. Sur 31 postes de gouverneur en 2009, il en restait 17 en 2016 (7 de plus ont été ajoutés en 2018).

Ce recul du Parti démocrate tient d'abord à ce que le gouvernement de Barack Obama a paru beaucoup trop dépensier. Certes il a réussi l'instauration de l'*Obamacare*, ce qui satisfait la très grande majorité des Démocrates. Mais les dépenses excessives du gouvernement de Barack Obama, surtout dans ses débuts, ont été à l'origine de la création du *Tea Party*, plutôt marqué à droite, qui a contribué à affaiblir les Démocrates. Les événements en Syrie et en Irak y ont également contribué, de même que l'immigration clandestine. Aux élections

présidentielles de 2008, Barack Obama avait obtenu 69,5 millions de voix. En 2012 il avait été réélu avec 65,8 millions de voix. En 2016, Hillary Clinton n'en a obtenu que 62 millions.

Ce recul très sensible du Parti Démocrate s'explique sans doute aussi par le malaise des classes moyennes. Mme Pisani nous a parlé de l'explosion de la dette publique et privée. Or un point inquiète particulièrement ces classes moyennes, c'est l'envolée de la dette des étudiants, aujourd'hui six fois plus élevée qu'en 2003. Certains étudiants prolongent leurs études parce qu'ils craignent de ne pas avoir de débouchés. En effet, le taux de chômage réputé très bas aux États-Unis ne correspond peut-être pas tout à fait à la réalité car un certain nombre d'Américains ont renoncé à trouver du travail, des femmes reviennent au foyer, des seniors se contentent de petits boulots et des étudiants prolongent leurs études. Le taux de chômage est calculé d'une façon telle qu'il nous donne une impression qui n'est peut-être pas tout à fait exacte.

En tout cas il est certain que les inégalités sont très fortes. Il a été rappelé que 1 % des plus riches ont capté la croissance cependant que les classes moyennes blanches sont en souffrance. Ce n'est pas du côté d'Hillary Clinton que ces classes moyennes ont trouvé un recours mais elles se sont tournées vers Bernie Sanders que les Démocrates auraient dû désigner comme leur candidat à la présidence. C'est pour des raisons de politique interne au Parti démocrate qu'Hillary Clinton est parvenue à être la candidate avec les résultats que l'on sait. Je ne dis pas que Bernie Sanders aurait été élu mais il incarne davantage l'évolution du Parti démocrate aujourd'hui.

85 % des Démocrates applaudissent à l'*Obamacare*, considérant que c'est un résultat essentiel de la présidence de Barack Obama, à la différence des Républicains qui ne sont que 26 % à approuver l'*Obamacare*, même s'ils ne sont pas décidés à le supprimer.

On peut, à partir de là, définir les catégories sociales qui soutiennent le Parti démocrate.

D'abord il y a les femmes. Le Congrès récemment élu compte 90 femmes dont deux musulmanes et deux Indiennes d'Amérique. Cela marque bien les changements qui se manifestent au sein du Parti démocrate : c'est le parti que les femmes soutiennent. Il y a bien sûr des femmes républicaines mais pour l'essentiel c'est du côté des Démocrates que l'électorat féminin se tourne.

C'est vrai aussi pour les minorités raciales et ethniques. Le Parti démocrate est de plus en plus marqué par la présence des Noirs et des Hispaniques. Or la

minorité hispanique est aujourd'hui la plus importante aux États-Unis. C'est un électorat qui compte mais qui ne va pas nécessairement aux urnes. Il ne suffit pas de dire qu'ils sont enclins à soutenir les Démocrates, encore faudrait-il qu'ils aillent voter. Et le taux d'abstention aux États-Unis a toujours fait problème même si l'on observe des variations d'une élection à l'autre.

On retrouve également chez les Démocrates les défenseurs de l'environnement. Rien d'étonnant si l'on pense aux propos de Donald Trump sur la COP 21 et tout ce qui concerne l'environnement.

Les électeurs démocrates sont nombreux dans les grandes villes, dont les maires sont démocrates, et parmi les partisans d'une morale nouvelle, favorables à l'avortement, à la libéralisation du marché des drogues...

Je me suis intéressé à un aspect peu connu en France : dans certains États, en même temps que les élections, sont soumises au vote des propositions d'amendements à la Constitution de l'État. 37 États, en 2018, ont proposé des séries d'amendements, au total 155 amendements locaux dont certains d'origine citoyenne. Ces amendements, qui ne s'appliquent que sur le territoire de l'État où ils sont proposés, portaient sur l'avortement, le droit de vote, la taxe carbone, le salaire minimum, le cannabis... On voit là quelque chose qui s'esquisse. Un nouveau programme électoral se manifeste au niveau local qui n'est pas encore présent au niveau national. Or c'est Bernie Sanders (75 ans) qui représente cet électorat jeune : les jeunes se prononcent pour un programme plus qu'ils n'aspirent à élire l'un des leurs.

Heureusement pour les Démocrates, ils ont un adversaire tout désigné. Donald Trump réunit contre lui tous ces électorats qui sont en faveur des Démocrates. On vote contre Donald Trump au même titre que chez les Républicains on vote contre les Démocrates. Il n'y a plus aujourd'hui de position moyenne. Or, depuis l'origine, les États-Unis ont été construits sur l'idée d'un compromis politique qui aujourd'hui n'existe plus. On constate une division profonde de la société américaine, en particulier dans la vie politique.

Reste la question des élections présidentielles de 2020.

Je ne me donnerai pas le ridicule de me lancer dans des prévisions qui seraient vraisemblablement démenties par les faits. En tant qu'historien, j'ai tendance à prévoir le passé plutôt que l'avenir.

De grandes incertitudes concernant les élections de 2020 portent sur le sort de Donald Trump lui-même. Les conséquences du « *shutdown* » ont entraîné une

baisse de la popularité de Donald Trump chez les Républicains. On considère malgré tout que 80 % des Républicains soutiennent Donald Trump mais si celui-ci continuait à s'affaiblir d'autres candidats tenteraient leur chance dans les primaires républicaines pour 2020 alors que si Donald Trump conserve la popularité qui est la sienne, il va de soi qu'il sera le candidat républicain.

Je serai beaucoup plus vague en ce qui concerne les candidats démocrates. Je suis incapable de dire qui a le plus de chances d'être candidat. On parle de Joseph Biden qui a été le vice-président de Barack Obama. Quatre femmes ont fait acte de pré-candidature : Tulsi Gabbard, 37 ans, une des représentantes d'Hawaï, Kirsten Gillibrand, 52 ans, sénatrice de New York, Kamala Harris, 54 ans, sénatrice de Californie et Elizabeth Warren, 69 ans, sénatrice du Massachusetts. Des candidats démocrates plus marqués à gauche ont été battus aux législatives, ce qui ne favorise pas leur candidature à la fonction présidentielle. Il faut donc suivre de près l'évolution des *swing states*, les États qui votent tantôt démocrate, tantôt républicain. Quatre États dominent le collège électoral : la Californie, le Texas, la Floride et l'État de New York. La Californie et l'État de New York votent presque toujours démocrate. Le Texas est plutôt républicain. La Floride est l'État incertain qui entretient le suspense pendant des jours, parfois pendant des semaines. Si la Floride passait du côté démocrate, le candidat démocrate serait élu. On est là dans un domaine extrêmement difficile à prévoir. D'autres États sont importants : l'Arizona, le Wisconsin, le Michigan, la Pennsylvanie... Tout cela dessine une situation d'incertitude avec peut-être un avantage à Donald Trump dans la mesure où il incarne le Parti Républicain. Mais si d'aventure il ne pouvait plus incarner le Parti Républicain, en raison des résultats de l'enquête sur l'influence russe, des effets du « *shutdown* », de la non construction du mur...

Ce sont des choses que l'on ne peut pas prévoir et qui nécessiteront, j'en suis certain Monsieur le Président, un autre débat sur les États-Unis.

Je vous remercie.

| |
|-------------------------|
| JEAN-PIERRE CHEVENEMENT |
|-------------------------|

Merci, Monsieur le professeur. Nous ferons appel à vous peu avant les élections de 2020 pour essayer de lire dans la boule de cristal.

Je note en vous écoutant certaines similitudes entre ce qui se passe aux États-Unis et ce qui se passe en Europe, en particulier. Cette addition de minorités censée faire une majorité était en France la stratégie proposée par le *think tank* Terra Nova. Cette vision des choses, qui fait des majorités sur le papier et inspire un certain nombre de choix politiques, n'a pas rencontré le succès, ni en France ni aux États-Unis.

Il est frappant de voir que le Parti démocrate ne propose pas aujourd'hui de compromis positif. Il est dans le vote contre. Il y a mille raisons d'être contre mais cela fait-il une majorité ? Je n'en suis pas sûr. Donald Trump me paraît mieux exploiter les frustrations, les failles de la société américaine, les rancœurs, ce qui bouillonne dans le fond de la marmite, que les Démocrates qui font des additions finalement très hasardeuses. Quand, en plus, on ne voit pas le candidat qui émergerait à l'évidence – mais il peut toujours surgir *in fine* – il n'est pas du tout évident que les Démocrates, au point où ils en sont aujourd'hui, puissent renverser la tendance.

| |
|-------------|
| ANDRE KASPI |
|-------------|

Je reconnais avec vous que les Démocrates n'ont pas de personnalité qui puisse faire contrepoids à Donald Trump. Ils sont divisés, ils savent qu'ils peuvent barrer la route à Donald Trump en lui imposant l'arrêt du « *shutdown* », en ne construisant pas le mur... encore que le mur soit déjà en partie construit sur 1 000 kilomètres sur les 3 200 que compte la frontière, ce qui signifie que les Démocrates ont participé aussi à la construction du mur. Un autre problème se pose, celui de la lutte contre le commerce des drogues, et les Démocrates devront accepter qu'il y ait quelque chose qui permette d'arrêter ce trafic qui passe du Mexique vers les États-Unis et qui profite de l'immigration illégale.

« On ne voit pas le candidat qui émergerait à l'évidence », dites-vous. Mais qui connaissait Barack Obama en 2006, deux ans avant son élection à la Maison Blanche ? Certes il était déjà sénateur, mais sur le plan national on ne savait pas que Barack Obama pourrait devenir président des États-Unis, à la différence d'Hillary Clinton qui ambitionnait d'être présidente des États-Unis depuis quinze ans ! Donc un candidat peut surgir. Ce ne sera pas Bernie Sanders mais

ce pourrait être quelqu'un que l'on n'imagine pas encore aujourd'hui, qui est peut-être déjà au Sénat ou à la Chambre des représentants. Il faut donc laisser demeurer le suspense.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Je ne vous contredirai pas, Monsieur le professeur, parce que je pense en effet qu'en matière électorale, il y a toujours un certain suspense.

Vous nous avez parlé d'un *lobby* évangélique. Mais, à côté des évangéliques, d'autres religions sont présentes aux États-Unis. Talleyrand se plaignait qu'il n'y eût qu'une catégorie de fromage et 400 religions aux États-Unis, c'est une des raisons pour lesquelles il en était revenu.

Je me tourne vers M. Lauric Henneon qui va nous parler de la sociologie du vote aux États-Unis ainsi que du rôle et de la place des religions dans ce pays.

LAURIC HENNETON

*E pluribus plures : l'impact électoral des recompositions
démographiques aux États-Unis*

Merci infiniment de cette invitation.

Les élections de mi-mandat de novembre 2018 ont produit des résultats complexes et les deux grands partis ont déclaré avoir emporté un succès incontestable. Pour les Démocrates, une nette supériorité dans le vote populaire justifiait le récit d'une « vague bleue ». Cependant, la traduction en sièges de ce vote populaire était amoindrie sinon neutralisée par une « digue rouge » mise en place dans les États par les Républicains, notamment sous la forme de charcutages de circonscription à leur bénéfice (« *Gerrymandering* »). Cette pratique, dont le nom remonte à 1812, est évidemment antérieure à l'élection de Donald Trump. En outre, elle est décidée au niveau de chaque État, donc en-dessous du niveau fédéral. Par ailleurs, c'est au niveau des États qu'elle peut être invalidée : ainsi, la Cour suprême de l'État de Pennsylvanie a ordonné un

redécoupage en urgence des circonscriptions de l'État au début 2018 et certains États, lors de la consultation de novembre, ont confié ces découpages à des commissions indépendantes.

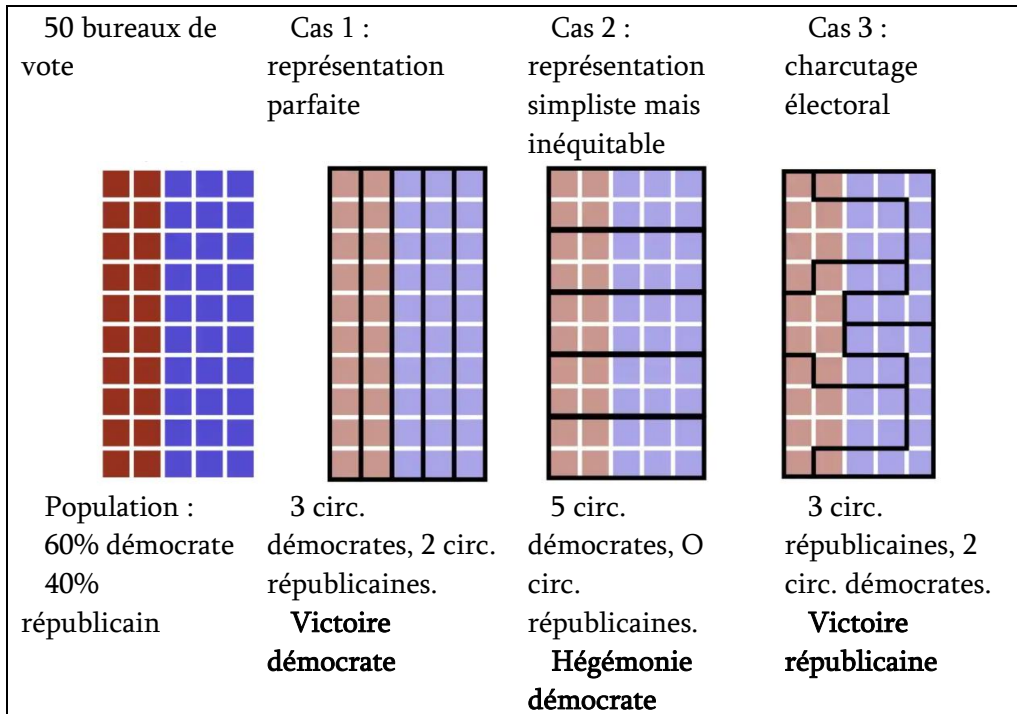


Figure 1: Gerrymandering, ou comment répartir 50 personnes en 5 circonscriptions (source Washington Post / Stephen Nass)

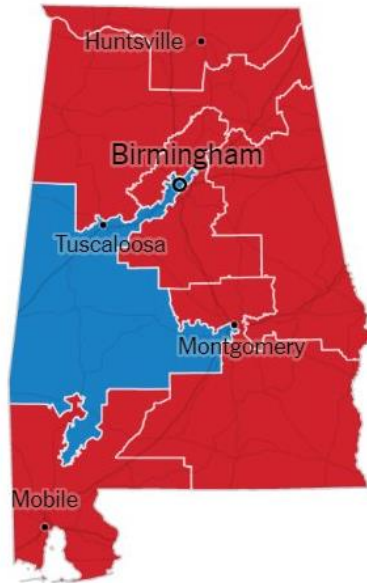


Figure 2: Découpage électoral dans l'Alabama, ou comment regrouper tous Les Noirs dans une seule circonscription. Résultat : la candidate, noire, a été réélue sans opposant républicain face à elle. (Source : New York Times)

Les résultats des élections de mi-mandat sont d'autant plus complexes à analyser que le même jour dans le même État de l'Ohio, des électeurs ont pu se prononcer à la fois en faveur du sénateur démocrate sortant (Sherrod Brown) et pour le candidat républicain au poste de gouverneur (Mike DeWine). Au Texas, les hommes ont voté majoritairement pour les candidats républicains, mais les femmes ont voté tantôt pour le Démocrate Beto O'Rourke pour le Sénat, tantôt pour le Républicain Greg Abbott pour le gouverneur. Ces subtilités invitent donc à la prudence quant aux conclusions que l'on voudrait tirer des résultats du scrutin.

Penchons-nous dans un premier temps sur quelques enseignements de la géographie du vote de 2018, tout d'abord au niveau régional, avec les États de la *Rust Belt* (Ceinture de la Rouille, les États désindustrialisés de la région des Grands Lacs). En 2016, Hillary Clinton n'a pas jugé bon d'y faire campagne : comment ces bastions démocrates historiques pouvaient-ils faire défaut ? Et pourtant, la victoire de Donald Trump est notamment due à sa victoire pour quelques dizaines de milliers de voix dans ces États. Nombre des électeurs de

Donald Trump, vite qualifiés de « racistes », avaient pourtant soutenu Barack Obama en 2008 voire en 2012. En 2018, les Sénateurs démocrates en lice dans le Wisconsin, Michigan, Ohio et Pennsylvanie ont tous été reconduits, alors que le Michigan et le Wisconsin ont élu des gouverneurs démocrates à la place des sortants républicains. Ces résultats démentent un ancrage durable des Républicains dans la région, ce qui pourrait porter un préjudice décisif à la réélection de Donald Trump en 2020 – sauf à considérer qu’une élection de mi-mandat n’est pas un indicateur très fiable de la présidentielle à suivre, ce qui est parfois vrai (voir les précédents de 1994 et 2010).

À un niveau plus local, les observateurs ont porté une attention toute particulière aux circonscriptions qui, en 2016, avaient voté pour Hillary Clinton à la présidentielle tout en élisant un représentant républicain le même jour. En 2018, la tendance à une « libéralisation » de ces circonscriptions s’est confirmée : les sortants républicains ont été massivement sortis par des Démocrates, notamment dans des bastions républicains historiques comme le comté d’Orange, Californie, entre Los Angeles et San Diego. Bien sûr, la Californie est nettement ancrée du côté des Démocrates pour la présidentielle, donc cette évolution n’a aucune conséquence au niveau de l’État. En revanche, d’autres banlieues résidentielles aisées, sur le même modèle sociologique que le comté d’Orange, se trouvent dans des États « rouges », qui pourraient basculer du côté des Démocrates dès 2020. C’est le cas des banlieues tentaculaires d’Atlanta (Géorgie) ou Houston (Texas).

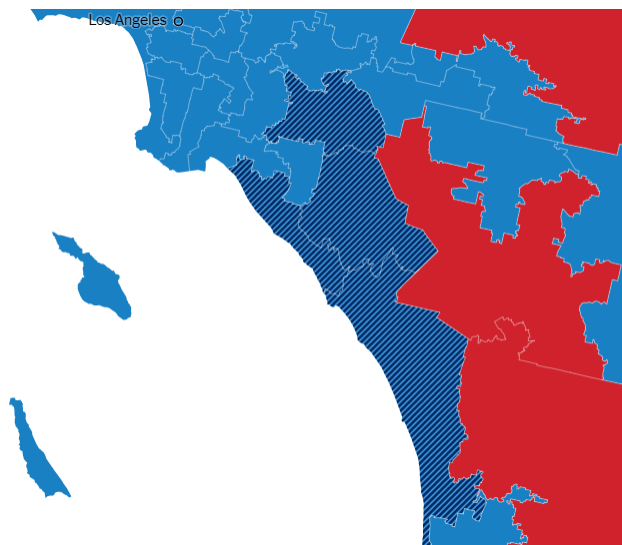


Figure 3: Quatre circonscriptions du comté d'Orange, ancien bastion républicain, ont élu un représentant démocrate. (Source : New York Times)

Le réalignement qui semble à l'œuvre dans les banlieues résidentielles permet d'articuler la géographie et la sociologie du vote et d'essayer d'en tirer des enseignements à moyen terme, c'est-à-dire au-delà des scrutins qui pourraient être déterminés davantage par l'anti-trumpisme primaire que par les mutations démographiques plus profondes. Depuis le début du siècle, des observateurs avisés (plutôt démocrates par ailleurs) prédisent l'émergence à plus ou moins court terme d'une majorité démocrate permanente car structurelle, reposant sur l'essor des minorités et la sécularisation d'un côté, et de manière corrélative du déclin de la population donc de l'électorat blanc et chrétien. Cette thèse séduisante en apparence se heurte pourtant à l'obstacle d'une réalité cruelle : les électeurs décisifs pour l'établissement de cette majorité démocrate permanente peuvent être comparés à des « géants endormis ». À l'origine, le terme s'applique aux Hispaniques, car leur poids démographique sans cesse croissant n'est pas reflété dans les urnes. Le géant démographique n'est donc pas (encore ?) un géant électoral. Dans *La fin du rêve américain ?* (Odile Jacob, 2017), j'ai proposé d'étendre le concept de « géant endormi » à deux autres populations montrant des caractéristiques similaires : les « sans Église », ou « non affiliés » (*Nones* en anglais) et les jeunes (*Millennials / Post-Millennials*, nés à partir de 1982).

In millions

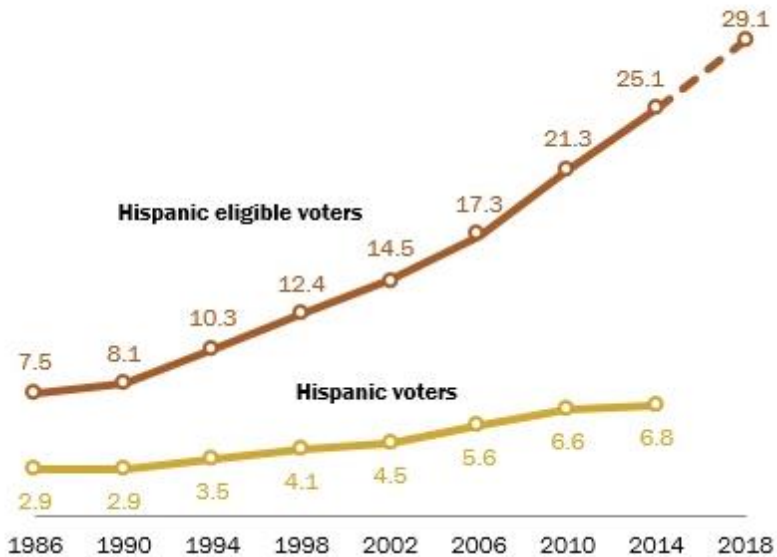


Figure 4: Les Hispaniques, un géant endormi : leur poids électoral ne reflète pas leur poids démographique croissant (source : Pew Research Center)

La catégorie « sans Église » est peu satisfaisante mais largement usitée par les sondeurs et centres de recherches, nous devons donc nous en contenter, mais non sans souligner son extraordinaire hétérogénéité. En effet, leur seule caractéristique commune est de n'appartenir, de ne se revendiquer d'aucune Église (presbytérienne, baptiste, mormone, catholique etc.). Ils incluent mais ne sont en aucun cas réductibles aux athées, voire aux agnostiques : la majorité sont en effet croyants, un bon quart se dit pratiquant (prie tous les jours).

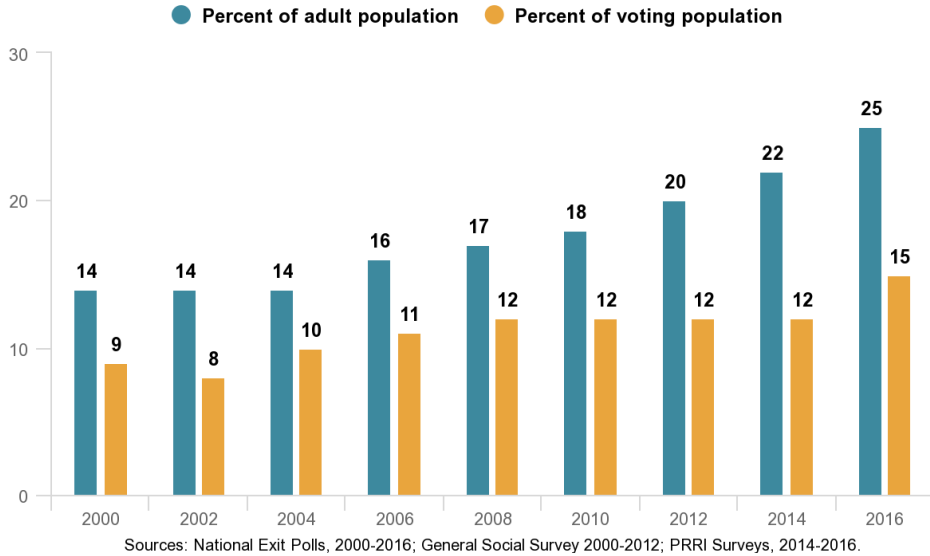


Figure 5: Les "Sans Église", autre géant endormi. Leur poids sans cesse croissant dans la société américaine n'est pas reflété dans les urnes. (Source : Public Religion Research Institute)

Comme les Hispaniques, pourtant, leur poids démographique croissant (25 % de la population adulte et jusqu'à 40 % des 18-29 ans) peine à se traduire dans les urnes. Au contraire, les évangéliques blancs sont en déclin constant, sur tout le territoire, mais ils parviennent à être systématiquement surreprésentés dans les urnes. En Floride, ils représentent 14 % de la population mais 29 % des électeurs en novembre 2018. Quand on sait que les scrutins en Floride se décident à quelques milliers de voix près, c'est un appoint absolument vital pour les Républicains. Au Texas, ils sont 27 % des électeurs pour 16 % de la population, dans le Tennessee, 48 % des électeurs pour 33 % de la population.

Pour schématiser, les évangéliques sont très fidèles à Donald Trump et réceptifs à sa ligne dure en matière de politique migratoire, ce qui tranche avec le reste de l'opinion publique, assez largement favorable à une forme d'amnistie en faveur des clandestins arrivés enfants et intégrés, par exemple. Autre signe des temps : dans les années 1990, deux tiers des Américains estimaient que les immigrants étaient un fardeau économique, alors qu'un tiers pensaient que par leur travail, ils constituaient un apport bénéfique à l'économie du pays. Aujourd'hui, la tendance s'est inversée. Le point d'inversion se situe autour de 2012, mais l'effet Trump se traduit par un très net accroissement de l'écart entre

les deux positions, si bien que la tendance actuelle est l'exact opposé de celle de 1994 : deux tiers des sondés pensent que les immigrés sont une chance, un quart qu'ils sont un fardeau. Quant au « mur » à la frontière américano-mexicaine (dont une partie existe déjà), seuls les Blancs y sont favorables, et encore, pas les diplômés du supérieur. Les évangéliques y sont les plus favorables, les « sans Église » y sont les plus défavorables, dans des proportions équivalentes (70 % - 25 %).

Sur ces questions les médias tendent un miroir déformant à l'opinion. En effet, le sujet immigration se réduit souvent au mur et aux caravanes de migrants originaires d'Amérique centrale (Honduras etc.). Or, les Hispaniques ne représentent plus la majorité des arrivées depuis une décennie : ils ont été supplantés par les Asiatiques, autre catégorie particulièrement disparate, qui inclut l'Inde aussi bien que l'Indonésie, le Japon et évidemment la Chine. En 2016, les Asiatiques représentaient 37,1 % des immigrés de l'année contre 31 % pour les Hispaniques. Les niveaux d'éducation et de revenus entre ces groupes et au sein de ces groupes peuvent être particulièrement marquées. La géographie de l'accroissement de la population asiatique peut s'avérer très utile car elle articule démographie, sociologie, géographie et conjoncture électorale. Les recensements de 2000 et 2010 montrent ainsi qu'à Houston (Texas), les Asiatiques s'installent de préférence dans les banlieues du Sud-Ouest de l'agglomération. Cette concentration d'Asiatiques recouvre deux circonscriptions : l'une très nettement démocrate, l'autre qui vient de tomber dans l'escarcelle démocrate.

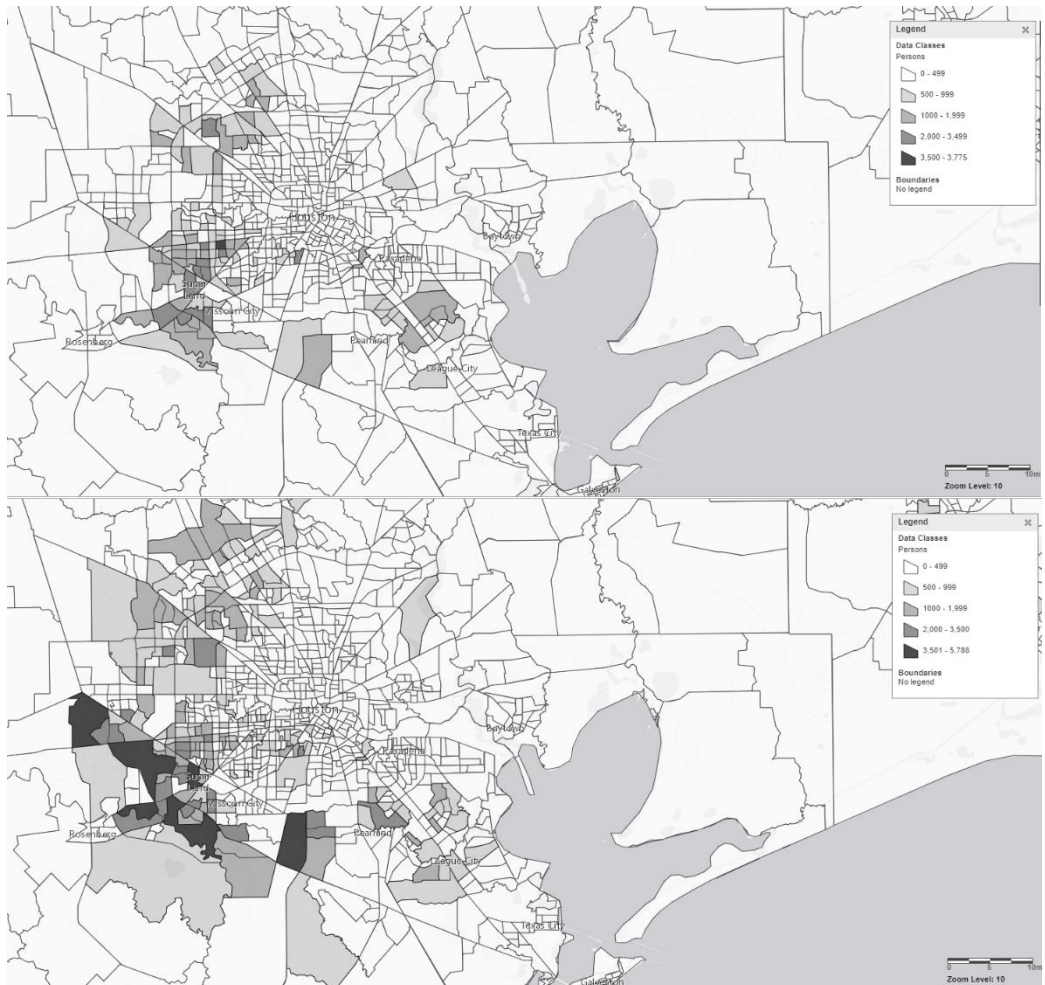


Figure 6: Population asiatique par "census tract", recensements de 2000, 2010, Houston (Texas). Carte établie par l'auteur à partir du Census Bureau.

Le dernier enseignement des élections de mi-mandat de novembre 2018 est en réalité une mise en garde méthodologique quant à l'analyse un peu rapide qui a été faite du « vote des femmes » et du « *gender gap* ». Certes, globalement, les femmes ont assez nettement plébiscité les candidats démocrates, mais ce basculement n'est décisif que si, dans le même temps, les hommes ne plébiscitent pas leurs rivaux républicains dans des marges supérieures. En effet, dans ces cas-là, des phénomènes de surcompensation peuvent simplement

annuler l'avantage en faveur des Démocrates que constitue cet afflux de suffrages féminins.

Par ailleurs, le « vote des femmes » est une catégorie très vaste et imprécise. On parle en réalité des femmes blanches : les femmes noires et hispaniques votent démocrate dans des proportions très élevées, de l'ordre de 90 % pour les femmes noires. La question à ce moment-là est le poids de l'effectif des femmes noires dans l'électorat : si elles ne représentent « que » 8 % de l'électorat, comme en Floride, alors que les femmes blanches représentent 35 % de l'électorat, le vote noir ne sera pas décisif. Chez les femmes blanches, il faut ensuite distinguer les femmes mariées, qui peuvent basculer d'un côté ou de l'autre, des femmes non-mariées, généralement assez largement démocrates, mais moins nombreuses que les mariées. Même ligne de fracture au niveau de l'éducation : les femmes sans diplôme votent généralement républicain et sont plus nombreuses que les femmes diplômées du supérieur, qui semblent de plus en plus acquises aux Démocrates. Cependant, comme elles sont moins nombreuses (14 % de l'électorat du Michigan contre 24 % de femmes non diplômées, 15 % contre 26 % dans le Wisconsin), il faut que la marge en faveur des Démocrates chez les diplômées soit très nettement supérieure à la marge en faveur des Républicains chez les non-diplômées, sans quoi l'avantage apparent sera surcompensé et annulé.

Enfin, la clé des scrutins est rarement dans les mains des électeurs se revendiquant démocrates ou républicains – il est tout de même indispensable qu'ils se mobilisent pour leur camp, bien sûr. Les électeurs qui se disent indépendants (et donc explicitement pas démocrates et pas républicains) sont ceux qui vont faire pencher la balance d'un côté ou de l'autre. Le défi des deux camps est donc à la fois de conforter la base et de parler aux centristes. De même les « modérés » (par opposition aux « conservateurs » et aux « progressistes ») pèsent 40 % de l'électorat dans des États comme le Michigan et le Wisconsin : en général, ils votent démocrate, mais s'ils votent plus nettement pour les Démocrates, ils déterminent l'issue du scrutin. L'opinion américaine est polarisée, certes, mais pas forcément autant qu'on le croit, et pas autant que son personnel politique : les Démocrates et Républicains modérés, centristes, sont en effet de moins en moins nombreux, mais il subsiste au moins un bon tiers d'électeurs indépendants et/ou modérés qui détiennent les clés des scrutins au niveau des États et au niveau fédéral. Les équipes de campagne des deux camps ne doivent pas les négliger au risque de les faire fuir chez la concurrence. Si c'est

un défi commun aux deux grands partis, il est particulièrement évident pour Donald Trump, qui a pris grand soin de conforter sa base depuis le début de son mandat, mais au risque de pousser les indépendants et les modérés dans les bras de ses adversaires démocrates, qui leur semblent « moins pire ».

Pour les Démocrates, bien sûr, il s'agira de dépasser l'anti-trumpisme, qui ne constitue pas un programme politique satisfaisant. De même qu'il s'agira d'être autre chose que le vote « moins pire ». La clé du succès démocrate est à la fois dans la mobilisation des géants endormis mais également dans la mobilisation de son électorat de base, dont font partie les Noirs. La participation des Noirs est particulièrement élevée, preuve que la participation n'est pas forcément corrélée au niveau d'éducation et de revenu. En 2012, la participation des Noirs à la présidentielle était d'ailleurs légèrement supérieure à celle des Blancs, pour la première fois. Or, le succès de Donald Trump en 2016 s'explique notamment par le spectaculaire décrochage de la participation des Noirs au niveau national mais également au niveau d'États-clés comme la Pennsylvanie ou, de manière très marquée, dans le Wisconsin. Ce déficit de voix conjugué à une très légère surmobilisation des Blancs a permis à Donald Trump de coiffer Hillary Clinton au poteau dans suffisamment d'États pour emporter le collège électoral.

% of eligible voters who say they voted

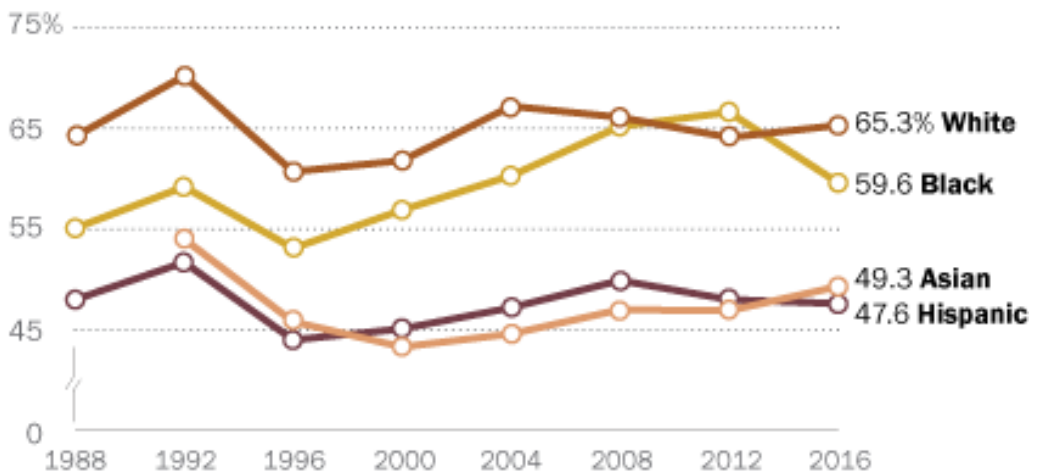
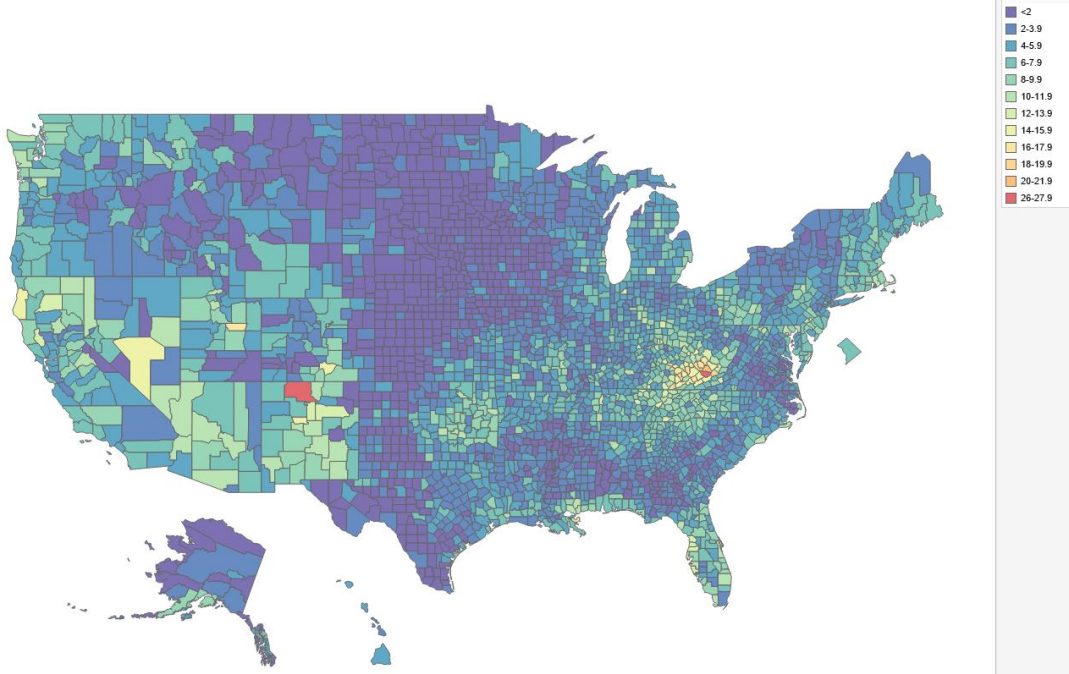


Figure 7: Evolution du taux de participation par groupe ethnique/couleur, 1988-2016. (Source: Pew Research Center)

Une partie du cahier des charges du ou de la candidat(e) démocrate en 2020 sera donc de (re)mobiliser les Noirs, mais également les « géants endormis ».

Comment faire ? Les jeunes semblent réceptifs à des propositions concrètes en matière de régulation de l'accès aux armes à feu, mais peut-être au risque de perdre les Blancs du Midwest. Un système de santé national pourrait plaire aux revenus les plus bas, mais pas forcément aux centristes qui redoutent l'endettement massif que cela impliquerait. La question des infrastructures et du financement de leur modernisation pourrait être assez consensuelle, de même que le problème de plus en plus universel de la dégradation de la santé des Américains. En effet, malgré le dynamisme apparent de la démographie (une population croissante), on assiste depuis 2015 à un phénomène rare dans les pays industrialisés, à savoir la baisse de l'espérance de vie à la naissance. Les États-Unis ont toujours été légèrement à la traîne de la France en la matière, mais l'écart se creuse, notamment depuis les années 1980 (donc bien avant Donald Trump) et les États-Unis sont désormais nettement derrière les pays du G7. Cette baisse de l'espérance de vie s'explique par une surmortalité liée à une augmentation continue du nombre d'obèses et de personnes en surpoids (et les conséquences cardiovasculaires que cela entraîne), le nombre de diabétiques, mais aussi et surtout la hausse spectaculaire des « décès de désespoir » (*deaths of despair*) causées par les suicides, l'alcoolisme et les surdoses de drogue, en particulier les opioïdes (fentanyl). La croissance de cette morbidité et de cette mortalité est assez générale sur le territoire mais elle est particulièrement aiguë dans certaines poches : la « *Black Belt* » du Vieux Sud (Alabama, Mississippi), une partie du Midwest-Sud (Oklahoma), l'Ouest (Nouveau-Mexique, Nevada, Californie du Nord) et les Appalaches (Virginie-Occidentale) ainsi que tout le grand Nord-Est de manière plus diffuse.



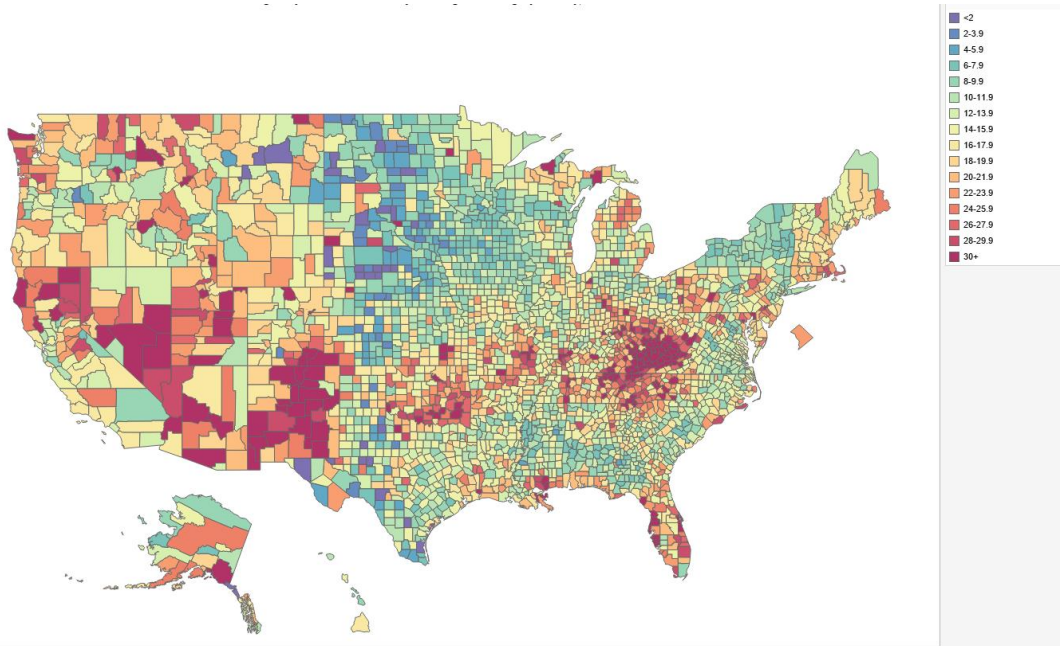


Figure 8: Mortalité par surdose, par comté, 1999 et 2016. Source: National Center for Health Statistics, CDC ; <https://www.cdc.gov/nchs/data-visualization/drug-poisoning-mortality/>

L'opinion américaine est clairement divisée, peut-être plus que polarisée et la dégradation des infrastructures comme de l'état de santé des Américains est un double sujet d'inquiétude dans la mesure où elle est un signe du déclin des États-Unis. « Restaurer la grandeur de l'Amérique » (*Make America Great Again*), c'est après tout suffisamment vague pour s'appliquer aux Républicains comme aux Démocrates. La difficulté sera de présenter des projets (et non simplement des invectives) qui soient suffisamment ambitieux pour prendre à bras le corps ces problèmes très bien identifiés, tout en étant suffisamment modérés dans leur financement (et dans le rôle de l'État fédéral dans celui-ci) pour ne pas faire fuir les centristes. Si le « socialisme » n'est plus le tabou qu'il fut, au moins dans l'électorat démocrate, aucune victoire n'est possible en se contentant de flatter sa base.

À moyen terme, une certaine forme de démocratisation de l'électorat semble inéluctable. Elle s'explique par la conjonction de mutations démographiques (déclin des Blancs, essor des minorités), sociologiques (déclin des évangéliques,

essor des sans Église, vote des diplômés) et géographiques (banlieues résidentielles qui penchent côté démocrate). Cependant, ce grand basculement peine à se concrétiser car il est retardé par une autre conjonction de facteurs : la sous mobilisation des « géants endormis » indispensables aux Démocrates, la surcompensation des certains groupes pro-républicains (évangéliques, hommes, non diplômés) et la « digue rouge » mise en place par les États républicains (*gerrymandering* en particulier). Le grand défi de la démocratisation des États-Unis joue sur le double sens du mot : pour que les Démocrates puissent espérer l'emporter, ils doivent s'employer à renforcer le processus démocratique : faire en sorte que les découpages de circonscriptions soient plus neutres, mobiliser les différentes composantes de leur coalition électorale, mais aussi et peut-être surtout s'efforcer de proposer des idées qui soient suffisamment bien pensées pour réunir à la fois la base militante et les indispensables centristes (modérés et indépendants). Pour l'instant, ils peuvent capitaliser en partie sur l'anti-trumpisme, mais celui-ci ne sera pas éternel.

Je vous remercie de votre attention.

| |
|-------------------------|
| JEAN-PIERRE CHEVENEMENT |
|-------------------------|

Merci M. Hennenon pour ces analyses très affinées.

Si je juxtapose ce que vous venez de nous dire et ce que nous a dit le professeur Kaspri aux analyses économiques qu'a développées Mme Pisani, on voit quand même qu'il y a une panne du progrès social qui se traduit également dans les statistiques que vous donnez. Et on se demande pourquoi les Démocrates ne sont pas capables d'exploiter une situation qui devrait en principe leur être favorable.

N'est-ce pas essentiellement du fait que les Démocrates ne prennent pas à bras-le-corps la question sociale et pensent pouvoir régler la question électorale à travers une série d'additions de catégories sans faire appel finalement à une vision mobilisatrice, à une vision politique ?

Il y a deux aspects. Le premier est l'aspect (trop ?) rationnel des Démocrates qui comptent de manière sociologique, par petits groupes. C'est la « stratégie Terra Nova » qui vient d'ailleurs directement des États-Unis. Je ne vous cache pas que le fait que les États-Unis disposent de statistiques ethniques est particulièrement utile pour le chercheur. Mais la France est beaucoup plus rétive à cette catégorisation des gens dans des petits boîtes... qui sont d'ailleurs très compliquées : qu'est-ce qu'un Hispanique ? Les Hispaniques sont-ils blancs ou non-blancs ? Ces questions suscitent maintes discussions méthodologiques. C'est clairement un choix du côté des Démocrates. Il y a un certain nombre de grandes politiques comme l'*Obamacare*, ou le *Green New Deal* d'Alexandria Ocasio-Cortez.

Mais il y a également un aspect moins rationnel bien rendu par le titre d'un livre fameux qui a mis du temps à être traduit en français par *Pourquoi les pauvres votent à droite*⁴. Le titre original de ce livre paru en 2006 était *What's the Matter With Kansas?*. Pourquoi les Blancs du Kansas, qui sont pauvres, qui devraient voter pour plus d'État, dont l'intérêt économique est de voter pour les Démocrates, pourquoi diable ces gens continuent-ils à voter pour des gens qui leur prennent leur argent et s'enrichissent sur leur dos ? C'est que le calcul n'est pas seulement un calcul économique mais un choix qui se fait sur les valeurs, notamment des valeurs morales. Ces gens, conservateurs, préfèrent sacrifier leur progrès économique pour défendre leurs valeurs morales. Une lecture un peu cynique de ces questions consisterait à se demander : comment faire pour obtenir le vote de ces braves gens ? On va leur vendre de l'anti-avortement et pendant ce temps-là, on va leur faire une réforme fiscale à notre avantage. Mais les Démocrates ont du mal à comprendre que des gens soient capables de sacrifier leur bénéfice économique sur l'autel de questions de principes. Qu'on se moque d'eux ou pas, le geste électoral est là. Et les Démocrates ont du mal à concevoir que l'on puisse faire ce calcul-là. Pourtant de nombreux éditorialistes ont averti les Démocrates, élection après élection, défaite après défaite : il va falloir prendre en considération le vote des évangéliques, le vote des gens qui sont contre l'avortement.

⁴ *Pourquoi les pauvres votent à droite ?* [*What's the Matter With Kansas? How Conservatives Won the Heart of America*] (éd. Agone, coll. « Éléments », 2013).

On a un Président Trump...

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci beaucoup.

On peut dire également que Donald Trump exploite mieux les malaises qui se font jour dans cette société américaine, bloquée à beaucoup d'égards, que n'ont su le faire les Démocrates et en particulier Hillary Clinton. C'est en effet plutôt la marque de fabrique d'Hillary Clinton qui évidemment ne visait pas cet électorat.

LAURIC HENNETON

Bernie Sanders était bien meilleur là-dessus, comme vous l'avez souligné, il était de ce point de vue-là un peu le pendant de Donald Trump, collant beaucoup plus à cet électorat. On a vu dans certains États des *meetings* de Donald Trump succéder à des *meetings* de Sanders avec les mêmes participants. Ils parlaient aux mêmes gens. Fait marquant : Hillary Clinton a refusé d'aller dans la *Rust Belt* : « Ce sont des bastions démocrates, qu'irais-je faire là ? ». « Tu devrais y aller », lui avait dit Bill Clinton. Et Donald Trump a multiplié les déplacements là-bas.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci de ces observations tout à fait suggestives.

Nous allons maintenant passer à la politique étrangère.

J'aimerais qu'on essaye de voir comment s'articulent ces problèmes économiques, sociaux, politiques, avec les orientations de la politique étrangère de Donald Trump. Parce que, à mon sens, une partie du succès de Donald Trump vient du sentiment qu'il donne de s'attaquer à la question d'un certain déclin américain.

Je me trompe peut-être.

Nous allons écouter ce qu'a à nous dire Mme Laurence Nardon, l'un des meilleurs experts de l'IFRI, qui a écrit un livre intitulé *Les États-Unis de Trump en 100 questions*⁵, facile à lire, agréable et instructif.

LAURENCE NARDON

La politique étrangère de Donald Trump

Me revient la tâche ingrate de réussir à vous intéresser après tous les exposés passionnants et très denses que nous avons entendus. Par chance pour moi nous changeons de sujet : nous allons parler de politique étrangère, même si, comme l'a dit Jean-Pierre Chevènement, aux États-Unis comme ailleurs, la politique étrangère est bien souvent le résultat de considérations de politique intérieure. C'est tout aussi vrai avec Donald Trump qu'avec ses prédécesseurs.

Je voudrais insister sur la cohérence de la politique étrangère de Donald Trump depuis le début.

C'est un peu contre-intuitif parce que le Président Trump nous choque par ses *tweets* et par l'impression de chaos que produit à la Maison Blanche le taux de rotation extrêmement élevé de ses conseillers. Il nous choque également par l'imprévisibilité de ses décisions.

Un autre élément encore brouille la perception d'une cohérence, c'est le fait qu'au début de son mandat, sa politique étrangère avait semblé « assagie » sur pas mal de points. C'était l'époque où il s'était entouré, de manière assez prudente, de ce que Jean-Pierre Chevènement a appelé « les adultes dans la pièce », qu'on appelle aussi les « conseillers raisonnables ». Au début de son mandat, il avait ainsi nommé par exemple Hervet Raymond McMaster conseiller pour la sécurité nationale, James Mattis à la défense (qui vient de démissionner), Rex Tillerson secrétaire d'État... un certain nombre de conseillers, de responsables habitués à la diplomatie traditionnelle qui avaient su retenir le Président sur certains points, notamment l'Afghanistan. Mais c'était transitoire et l'on voit depuis le printemps 2017 – et encore plus depuis 2018 –

⁵ *Les États-Unis de Trump en 100 questions*, Laurence Nardon (éd. Tallandier, 2018).

le Président revenir à son socle de politique étrangère telle qu'il l'avait exposé de manière extrêmement claire pendant sa campagne en 2016.

Sur quoi repose la politique étrangère de Donald Trump ?

Depuis 1776, un certain nombre d'écoles de pensée ont dicté la politique étrangère des États-Unis, en fonction de l'actualité sur la scène internationale, en fonction de l'occupant de la Maison Blanche. Je signale les travaux de Walter Russel Mead, chercheur au *Hudson Institute* de Washington, qui s'est fait connaître au tournant des années 2000 pour une typologie de la politique étrangère américaine⁶. Il avait identifié quatre écoles, quatre traditions inspirées par quatre grandes figures historiques, les Jeffersoniens⁷, les Wilsoniens⁸, les Jacksoniens⁹ et les Hamiltoniens¹⁰. Ainsi, le Président Wilson avait fondé la SDN il y a un siècle et les Wilsoniens pensent que les États-Unis ont un rôle moral dans le monde. Donald Trump apparaît à beaucoup comme un Jacksonien, nationaliste et militariste ombrageux, et un Hamiltonien, partisan d'une politique étrangère soumise aux impératifs du commerce.

La politique étrangère américaine s'explique aussi par trois oppositions. L'opposition entre d'une part les idéalistes, les moralistes qui, comme Wilson, pensent que les États-Unis ont le devoir d'apporter la démocratie au monde, de faire chuter les tyrans et les dictateurs, et d'autre part les pragmatiques, adeptes de la *realpolitik*, qui pensent que les États-Unis doivent s'occuper d'eux-mêmes avant de se préoccuper du reste du monde.

Une seconde opposition joue entre les interventionnistes qui pensent que les États-Unis doivent être les gendarmes du monde et ceux qu'on appelle les isolationnistes.

Une dernière opposition sépare les multilatéralistes qui pensent qu'il faut faire des alliances, agir en coalition, que le droit international et les institutions

⁶ *Sous le signe de la Providence Comment la diplomatie américaine a changé le monde*, Walter Russel Mead (éd. Odile Jacob, novembre 2003).

⁷ du nom de Thomas Jefferson, troisième Président des États-Unis, de 1801 à 1809.

⁸ du nom de Woodrow Wilson, vingt-huitième Président des États-Unis, de 1913 à 1921.

⁹ du nom de Andrew Jackson, septième Président des États-Unis de 1829 à 1837.

¹⁰ du nom de Alexander Hamilton, homme politique américain (1757 – 1804), premier secrétaire au Trésor du pays.

internationales (ONU) sont importants et bénéfiques, des unilatéralistes qui pensent que les États-Unis n'ont pas à s'ingérer dans une alliance qui va leur coûter de l'argent, des vies humaines et les amener à agir en faveur de dirigeants étrangers parfois corrompus.

Donald Trump s'inscrit dans ces oppositions :

Il est tout à fait unilatéraliste, très peu moral en politique étrangère. Il pense que les États-Unis sont le plus beau pays du monde mais que pour autant les Américains n'ont pas à se préoccuper d'améliorer le sort d'autres pays.

Sur l'interventionnisme, c'est plus mitigé. Il a fait campagne avec le slogan « *Make America great again* ». Rentrons chez nous, ne nous occupons pas du reste du monde, répète-t-il, ce qui peut faire penser qu'il va pratiquer l'isolationnisme. Mais, en même temps, D. Trump agit dans le monde de manière très déterminée, très résolue, très agressive lorsque l'intérêt, la sécurité des citoyens américains est en jeu.

Premier exemple : Donald Trump considère que la Chine a triché avec les règles de l'OMC, qu'elle pratique le *dumping* social et monétaire. Pendant sa campagne en 2016, Donald Trump a clairement exprimé son opposition à la Chine, considérant que toutes ces actions « malhonnêtes » de la Chine en tant qu'agent commercial dans le monde nuisent principalement aux classes moyennes américaines, comme l'a dit Florence Pisani. Il lui faut donc les défendre, agir à l'étranger et intervenir, d'où le lancement de sa guerre commerciale contre la Chine début 2018.

Le second exemple d'interventionnisme du Président Trump, un peu remis en cause ces jours-ci, est son action en Irak et en Syrie contre Daech, responsable d'attentats meurtriers en Californie, dans une boîte de nuit d'Orlando en Floride et à New York, pendant une soirée d'Halloween. Ces attentats sont inacceptables pour Donald Trump comme pour tout chef d'État. C'est pourquoi, quand il a été élu, il a dit que les États-Unis resteraient présents dans la coalition en Irak-Syrie. Aujourd'hui il annonce qu'il va retirer les troupes (John Bolton, son nouveau conseiller à la sécurité nationale va tenter de le faire rétro pédaler sur ce point).

Voilà comment le Président américain s'inscrit sur ces trois oppositions que je vous ai décrites. La raison profonde en est que Donald Trump a une vision extrêmement sombre, extrêmement pessimiste des relations internationales et même de la société en général, peut-être même du genre humain, selon une vision Hobbesienne des choses. Thomas Hobbes, philosophe anglais, pensait que

l'état de nature était un état de guerre de tous contre tous et que c'est la société qui, avec ses règles, ses lois, vient apaiser le fonctionnement des humains entre eux. Jean-Jacques Rousseau s'opposera à la conception de Thomas Hobbes en parlant d'un homme naturellement bon corrompu par la société. Au début de la seconde partie de son *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes* (1755), Jean-Jacques Rousseau écrit : « Le premier qui, ayant enclos un terrain, s'avisa de dire, *ceci est à moi*, et trouva des gens assez simples pour le croire, fut le vrai fondateur de la société civile. Que de crimes, de guerres, de meurtres, que de misères et d'horreurs n'eût point épargnés au genre humain celui qui, arrachant les pieux ou comblant le fossé, eût crié à ses semblables : Gardez-vous d'écouter cet imposteur ; vous êtes perdus, si vous oubliez que les fruits sont à tous, et que la terre n'est à personne ». Donald Trump voit la société internationale comme un monde à l'état de nature au sens hobbesien du terme, un monde du chacun pour soi, de la compétition permanente. Ceci explique de manière très logique que pour lui les alliances comme l'OTAN sont néfastes à la bonne santé géopolitique et économique des États-Unis, qu'il faut donc en sortir et que, de la même manière, le droit international ne compte pas, que les traités de libre-échange ne doivent pas être respectés s'ils font du tort aux États-Unis.

Cela dessine une politique étrangère de Donald Trump que l'on appelle « jacksonienne » pour reprendre la typologie de Walter Mead mais que je définirai non comme un nationalisme conquérant mais plutôt comme un nationalisme de repli teinté de mercantilisme, d'où la remise en cause par Donald Trump du libre-échange.

J'ajouterai deux éléments de la politique étrangère de Donald Trump qui me semblent importants :

Il ne cache pas son admiration pour les hommes forts, notamment Vladimir Poutine mais également Xi Jin Ping.

Ses techniques de négociation s'inspirent du Donald Trump agent immobilier à New York dans les années 1980, des techniques extrêmement agressives, inhabituelles pour un chef d'État et quand même assez véreuses, pour ne pas dire maffieuses. Dans ses ouvrages écrits dans les années 80, *The art of the deal* mais aussi un ouvrage au titre très parlant : *How to get rich*, il explique comment il faut négocier. Il faut selon lui employer tous les moyens, ne pas hésiter à être agressif, imprévisible : quand vous négociez avec quelqu'un et que

vous n'arrivez pas à vos fins, feignez de laisser tomber, d'arrêter les négociations et de partir. Neuf fois sur dix, la personne avec qui vous négociez va vous poursuivre dans le couloir. C'est ce qu'il avait fait avec la Corée du Nord trois semaines avant la rencontre de mai dernier (2018). Dans une lettre envoyée à Kim Jong-un, il affirmait vouloir arrêter des négociations qui ne débouchaient sur rien. Le dirigeant nord-coréen avait tout de suite fait des concessions et la rencontre s'est tenue.

Mais une lecture attentive de ses ouvrages montre qu'il préconise aussi le pragmatisme. Dans une négociation, toutes les techniques, même les plus maffieuses, peuvent être utilisées. Mais si, à un moment, vous acquérez la conviction que votre interlocuteur ne va pas céder, deux possibilités : si vous ne tenez pas absolument à l'objet de la négociation, arrêtez là. En revanche, si vous avez vraiment envie d'obtenir ce que vous vouliez et que la personne ne cède pas, il y a un moment où il faut vous-même faire des compromis. Le fait est qu'il a lâché sur le « *shutdown* » ce 25 janvier. Il a pensé que Nancy Pelosi ne céderait pas, que les Démocrates ne céderaient pas. Il a vu les sondages en sa faveur baisser parmi les Républicains et il a fini par céder. Cette marque de pragmatisme me semble très importante à noter surtout pour nous Européens qui risquons de nous trouver dans des négociations commerciales très difficiles avec les États-Unis.

Ce que je viens de vous dire sur la cohérence de la vision de politique étrangère de Donald Trump se décline maintenant sur la Chine, sur la Russie, sur le Moyen-Orient, sur la Corée du Nord, sur l'Europe, sur le Venezuela...

Donald Trump cible particulièrement l'ennemi chinois qui nuit aux classes moyennes américaines par un comportement malhonnête vis-à-vis des règles de l'OMC.

D'une certaine manière, il nous rend service parce qu'il y avait quand même un certain aveuglement des puissances occidentales sur le mythe de la convergence. Les dirigeants occidentaux ont tous pensé qu'avec l'entrée de la Chine dans l'OMC les classes moyennes chinoises allaient s'enrichir et, petit à petit, comme en Allemagne de l'Est avec l'*Ostpolitik* des années 1970, formuler des revendications démocratiques... et que les dirigeants chinois verraient la lumière et marcheraient vers la démocratie ! Or la Chine, exemple magnifique d'un pays qui s'enrichit sans se démocratiser, démontre que le mythe de la

convergence est un leurre. Toutes les concessions qu'on a faites à la Chine depuis 2001 dans le cadre de l'OMC sur le respect de la propriété industrielle, les transferts de technologie, le respect de l'environnement, le code du travail, les investissements à sens unique etc. étaient inspirées par ce mythe de la convergence. Grâce à Donald Trump on sort de l'aveuglement.

Le projet de partenariat transpacifique (PTP ou TPP pour *Trans-Pacific Partnership*), projet d'accord avec douze pays d'Amérique du Nord (dont les États-Unis), du Sud, d'Océanie et d'Asie, sauf la Chine, était signé mais non ratifié lorsque Donald Trump a été élu en 2016. Dès janvier 2017 il retirait les États-Unis du TPP dans lequel il voyait un accord de libre-échange scandaleux, honteux, qui allait encore nuire aux classes moyennes américaines. Mais il se trompait. Le TPP avait pour objectif d'établir des standards très puissants qui allaient s'imposer à la Chine. La Chine, qui n'était pas dans le traité, enserrée par tous ces États qui commerceraient entre eux avec ces normes, serait obligée de suivre ces normes. La décision de Donald Trump a affaibli le TPP qui continue à onze, et a redonné une grande marge de manœuvre à la Chine. Unilatéraliste et égoïste, le Président Trump cherche aujourd'hui à imposer à la Chine des normes plus respectueuses des règles de l'OMC par le moyen d'une guerre commerciale bilatérale. La communauté internationale visait le même résultat avec le grand traité TPP, mais de manière multilatérale. C'est la méthode qui diffère – mais que de temps perdu entre-temps !

Donald Trump et l'Europe.

Le Président Trump, nationaliste, n'aime pas le projet supranational européen. Pour lui, l'entreprise de construction européenne est mauvaise en elle-même. C'était également l'avis de son conseiller Steve Bannon avec lequel il s'est brouillé et qui a quitté la Maison Blanche. Je tiens à signaler que Steve Bannon passe aujourd'hui la moitié de son temps en Europe, plus précisément en Belgique, où il s'implique par le biais d'un mouvement d'extrême-droite nationaliste flamand, Le Mouvement (*The Movement*), dans la campagne électorale pour les élections européennes du mois de mai. Il veut fédérer et financer les divers mouvements d'extrême-droite en Europe pour favoriser leur succès dans les élections du mois de mai. C'est d'autant plus à surveiller que les tentatives du Président Macron pour impressionner et amadouer le Président Trump afin de le faire changer d'avis sur le climat et sur d'autres dossiers ont,

pour l'instant, complètement échoué. Cela devait se tenter mais Donald Trump est trop égocentrique pour suivre l'avis de qui que ce soit, surtout d'un Français.

Je vous remercie.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Les applaudissements témoignent, Madame, que beaucoup regrettent que vous arrêtiez si tôt.

Nous allons nous tourner vers un autre expert des relations internationales, Alain Dejammet, ancien ambassadeur au Conseil de Sécurité de l'ONU et président du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, qui va nous livrer quelques réflexions à ce stade du débat.

ALAIN DEJAMMET

Ruptures et continuités de la politique étrangère des États-Unis.

Il y a Donald Trump. Avec tout ce que l'on dit de lui, en mal plutôt qu'en bien et je n'ajouterai pas à la logorrhée.

Mais il y aussi les États-Unis, avec leur histoire, leurs tendances, lourdes, profondes, qui modèlent sur la durée leurs politiques.

C'est à ces continuités, ces constantes, qu'il faut, brièvement, s'intéresser. Car l'exercice permet peut-être de garder raison, sang-froid, d'introduire un peu plus d'équilibre, de nuances dans la perception qu'on a de certains individus et, pourquoi pas, d'éviter des déceptions, déconvenues, de se prémunir pour l'avenir, en cas d'apparent ou réel changement.

Quelles sont donc ces continuités, ces constantes apparentes de la politique étrangère américaine, ou ces éventuelles cassures, alors que se déroule, semble-t-il imperturbable, la déambulation de l'éléphant dans le magasin de porcelaine ?

I. Multilatéralisme vs unilatéralisme

Thème très à la mode. D'un côté, la France, championne vertueuse du multilatéralisme. De l'autre côté, Donald Trump, le barbare milicien de l'unilatéralisme.

L'état du monde, nous disait Jean-Pierre Chevènement, c'était la multipolarité ou l'apolarité. Le multilatéralisme, c'est une méthode, le dialogue à plusieurs, en vue d'adopter une position commune, décider éventuellement une action : ONU, OTAN, G7, G20, Union européenne, etc.

L'unilatéralisme, c'est l'action d'un seul ou d'un groupe, louable s'il s'agit d'agir pour le bien, très condamnable si le mouvement use de la force et sans autorisation de la Charte des Nations Unies.

Donald Trump méprise-t-il le multilatéralisme ? On le cite peu, alors qu'on a beaucoup cité de Gaulle et son propos sur le « machin » ou tant d'auteurs, journalistes, anciens diplomates, Romain Gary par exemple, daubant sur l'Onusie.

Mais, à voir les choses de près, Donald Trump est là, présent, aux Assemblées générales de l'ONU, aux sommets de l'Alliance Atlantique, aux réunions du G7, du G20, etc., et même à Paris, le 11 novembre, en prologue de ce fameux « Forum pour la Paix », dont on ignore totalement le résultat. Il fait le boulot. Pas d'envolées lyriques sur le « temple du droit et de la paix », mais des plaidoyers pour ce qu'il fait, des appels concrets aux partenaires à contribuer davantage. Contrairement à une vision excessivement simplificatrice, Donald Trump fait au moins mine de pratiquer le multilatéralisme. Il a eu une bonne ambassadrice aux Nations Unies, Nikki Haley, et dans le temps, John Bolton fut au Conseil de Sécurité un partenaire dur, accrocheur, mais loyal de notre représentant, Jean-Marc De La Sablière, particulièrement à l'été 2006, pour mettre fin à un retour de la guerre entre Israël et le Liban. Il célèbre à l'OTAN la pose d'une plaque exaltant l'article 5 qui incarne la solidarité des États membres, alors même que les États-Unis, en 2001, après le 11 septembre, avaient sèchement décliné l'offre d'assistance des alliés et s'étaient eux-mêmes occupés des Talibans. Au G7, il critique l'expulsion de la Russie (pas mal de gens estiment qu'un G8 est une instance assez raisonnable) et refuse de s'associer au texte. Mais le Président Mitterrand faisait de même quand il n'était pas d'accord sur une formulation.

Donald Trump, assurément, ne raffole pas du multilatéralisme à 193, 28, 27, ou même à 6. Il préfère les enceintes restreintes, le trilatéral du contentieux avec la Corée du Nord où il alterne rencontres avec Pékin, Pyongyang ou Séoul, ou le bilatéral où il fait se succéder, pour remplacer l'ALENA, les accords avec le Mexique et le Canada. Certes il est imprévisible mais il l'avait annoncé dans sa campagne électorale.

Mais cette réduction *a minima*, cette recherche du *deal* synallagmatique est partagée par tous les pays. L'histoire des négociations est celle d'une réduction progressive du format de celles-ci, à l'exception peut-être flatteuse de la réussite de la COP 21 à Paris... Ailleurs, à New York, à mesure que l'affaire est sérieuse, on passe des 193 aux 15 du Conseil de Sécurité, des 15 aux 5 membres permanents, des 5 permanents au P3 (États-Unis, Royaume-Uni et France), puis au P2 (Washington et Londres), en attendant, *in fine*, que le Président américain charismatique, Barack Obama, parle ou que la Russie mette son veto. Mais aujourd'hui ce n'est pas Donald Trump, c'est Vladimir Poutine qui use du veto.

Concernant le multilatéralisme, il n'y a pas tellement de différences entre l'attitude de Donald Trump et celle de nombreux Occidentaux.

L'unilatéralisme, on l'a dit, s'il débouche sur une solution positive n'est pas toujours condamnable. On rendit grâce à Jimmy Carter d'avoir rapproché seul l'Égypte et Israël, à Henry Kissinger d'avoir mis fin, quasiment seul, à la guerre d'octobre 1993, à John Fitzgerald Kennedy d'avoir réglé la crise des missiles à Cuba, à Richard Nixon d'avoir rétabli les relations avec la Chine, à Pierre Mendès France d'avoir initié le retour à la paix en Indochine, au général de Gaulle d'avoir réglé seul les problèmes de décolonisation en tenant soigneusement à l'écart les instances multilatérales, notamment l'ONU. Donald Trump n'est pas très loin de ces exemples dans son effort très personnel (alternance du bâton et de la carotte) pour tenter de désarmer la Corée du Nord. Qui souhaiterait qu'il échouât !

Mais l'unilatéralisme, dans sa version négative, c'est aussi le recours par un ou plusieurs pays, à la force armée, en violation de l'article 2, paragraphe 4 de la Charte des Nations Unies qui restreint ce type d'action au seul cas de la défense légitime, individuelle ou collective, ou de la mise en œuvre d'une décision du Conseil de Sécurité.

Et certes, en ce domaine, Donald Trump est coupable. Il exerce des sanctions qu'il généralisa grâce à l'extraterritorialité du droit américain contre l'Iran, alors

qu'un accord était conclu (mais certainement pas ratifié). Pis, Donald Trump bombarde. Il bombarde en Syrie alors qu'aucune résolution du Conseil de Sécurité ne l'a décidé.

Mais, chacun le sait bien, Donald Trump n'était pas seul. France et Royaume-Uni se sont réjouis bruyamment alors que Paris, cinq ans plus tôt, avait sévèrement grondé Barack Obama d'avoir préféré le respect de la Charte à la punition de Bachar.

Et Donald Trump n'était pas aux affaires quand en 2003 et (dit-il aujourd'hui) contre son gré, une coalition montée par Washington envahit l'Irak sans mandat de l'ONU.

Donald Trump n'était pas aux affaires quand les États-Unis, la France, le Royaume-Uni firent prévaloir en 2011 une interprétation excessive de la résolution du Conseil de Sécurité sur la Libye et finirent par provoquer la chute de Kadhafi.

Donald Trump n'était pas aux affaires lorsque la CIA se débarrassa de Mohammad Mossadegh en Iran, de Salvador Allende au Chili, de Manuel Noriega au Panama, lorsque les États-Unis, sous John Fitzgerald Kennedy, sous Ronald Reagan, lancèrent des opérations contre Cuba ou la Grenade. L'unilatéralisme, l'unilatéralisme masqué ou botté, est une constante de la politique américaine.

II. Deuxième reproche : Donald Trump ne respecte pas les accords conclus. Attitude délinquante : « Pacta sunt servanda ».

Mais pour respecter le pacte, il faut qu'il y eût pacte, et donc, en démocratie, accord signé, ratifié par le peuple... L'accord sur la COP 21 a été ratifié par une majorité d'États, mais non l'accord avec l'Iran que Barack Obama, pas plus que Donald Trump, n'ont présenté à la ratification. Ceci étant, il a été, endossé par le Conseil de Sécurité. Donald Trump agit mal sans doute. Mais il agit dans la continuité d'une politique américaine, malheureusement récurrente, de désaveu de ce qui a été agréé : traité de Versailles, bien sûr, redoutable précédent, pacte Briand-Kellog, article 25 de la Charte des Nations Unies qui décrète le caractère obligatoire des résolutions du Conseil de Sécurité, traité sur le droit de la mer (huit ans de négociations, signé, pas ratifié), traité sur la Cour pénale internationale (plusieurs années de négociations, pas signé), traité sur

l'interdiction complète des essais nucléaires, convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, etc., pas de ratification américaine.

Donald Trump mérite d'être réprimandé. Mais que ses prédécesseurs le soient aussi. Il y a là une pente fâcheuse de la diplomatie américaine.

III. Troisième reproche : Donald Trump délaisse l'Europe et le Proche-Orient.

Le mouvement, on le sait, n'a pas été amorcé par Donald Trump. Il date de Barack Obama, du pivotement vers l'Asie. Et on le comprend parce que les États-Unis se sont rendu compte que le pays important, le pays un peu inquiétant, est effectivement la Chine. Les élites américaines se grisent de lire du grec et se gargarisent du « piège de Thucydide » à propos d'une puissance montante, la Chine, qui vient inquiéter les États-Unis, provoquant fatalement le conflit. On peut penser que Donald Trump, malgré les propos aimables qu'il tiendra vis-à-vis de Xi Jin Ping, est probablement très conscient que ce « *competitor* » (concurrent) sera inquiétant. Et peut-être aurait-il voulu associer l'Europe à cette « digue » contre la Chine, d'où cet effort qu'on lui prêtait au départ de vouloir se rapprocher de la Russie. Échec, tant l'opposition démocrate bat le rappel contre Poutine et contraint Donald Trump à se tenir sur ses gardes. Cette distance boudeuse avec l'Europe (alors que le premier contact avec Emmanuel Macron avait été bon) n'était probablement pas le premier choix de Donald Trump. Il faut rappeler que, fait très rare pour un Président des États-Unis, Donald Trump avait dit du bien de la France devant l'Assemblée générale de l'ONU. Mais là encore, le poids de la continuité a joué vis-à-vis de la Russie.

Il a joué également à l'égard des Proche et Moyen Orient, aggravé par un trait tout à fait original de la présidence Trump : l'accès, grâce à l'exploitation sans vergogne des ressources fossiles de l'Amérique (le gaz de schiste, en particulier), à l'indépendance énergétique. Les États-Unis ont donc la possibilité, vis-à-vis du Proche-Orient, de ne pas s'en tenir au vieux refrain en évoquant la rencontre du Quincy entre Franklin Delano Roosevelt et les Saoudiens. Un pays vraiment indépendant peut moduler différemment ses rapports avec les producteurs de pétrole, jouer des livraisons sur le marché, infléchir le cours du brut. Dès lors, la continuité américaine, ce sera, avant toute chose, la prise en considération de l'intérêt national, le respect des promesses faites par les présidents à leur électeurat, et donc cette volonté, aujourd'hui

affirmée, de se dégager, physiquement à tout le moins, du Proche-Orient, en rapatriant des troupes. Et quelle ironie de voir ces critiques occidentaux, si prompts à se scandaliser d'une présence américaine sur un sol étranger, clamer aujourd'hui leur indignation quand Donald Trump confirme son intention de rapatrier 2 000 hommes de Syrie, plusieurs autres milliers d'Irak et d'Afghanistan. Se souvient-on de l'effet qu'avait suscité la décision parfaitement hypocrite et égoïste des Américains de retirer les troupes qu'ils avaient dépêchées dans le cadre de la force multilatérale au Liban, avec les Français, les Anglais et les Italiens, lorsqu'il y avait véritablement du danger ? Les Américains avaient décampé en nous avertissant quelques heures auparavant, un mois après avoir réaffirmé à Bruxelles, dans le cadre d'une réunion de l'OTAN, leur soutien à la présence de cette force multilatérale au Liban.

IV. On en revient donc à l'intérêt national. À l'idée que *le Président américain se préoccupera d'abord et avant tout de l'Amérique*. Amérique d'abord. Ce qui ne veut pas dire Amérique au-dessus de tout le monde, Amérique dominatrice, suprématie américaine, et encore moins, version plus flatteuse, plus romantique, Amérique « *leader* » du monde occidental.

Et là, on touche au vrai changement, radical, introduit par Donald Trump. Il n'y a plus cette continuité de l'invocation, inlassable, permanente, chez ses prédécesseurs, du « *leadership* » américain, notamment dans tous les discours sur l'état de l'Union des Présidents américains depuis pas mal d'années. Le « *leadership* », cette notion morale, presque religieuse, conduisait chaque Président des États-Unis à déclarer assumer ce fardeau, à prendre tout naturellement la direction des choses. Les Occidentaux négociaient, dans un groupe de contact à 6, allant de la France à l'Italie, le règlement du conflit yougoslave, mais c'est Richard Holbrooke, diplomate américain qui dicte seul ses conditions à Milosevic, à Dayton. À 6, on discutait avec Téhéran, mais l'accord est bâti, loin de Genève, dans les sables omanais, entre Américains et Iraniens. Courroux légitime de M. Fabius. On veut débattre à 4 de la mise en œuvre de la résolution 242 sur le Moyen-Orient : les Américains mettent le *hola* et confient les clés à Henry Kissinger.

Que préfère-t-on, patienter à la porte de Madame Madeleine Albright, en obtenir un *satisfecit*, entrer, tête baissée, dans cette coalition, « l'alliance des démocraties », qu'elle a mise sur pied pour se débarrasser des procédures des

Nations Unies (est-ce là une pratique multilatéraliste ?), ou profiter d'une pause : les États-Unis s'occupent d'eux-mêmes, occupons-nous un peu de nous-mêmes. Dans son discours d'inauguration, Donald Trump ne cite pas le « *leadership* ». C'est un changement tout à fait radical, au point que l'ancien ambassadeur des États-Unis à l'Otan propose que neuf pays, autres que les États-Unis, essaient de reconstituer eux-mêmes une sorte de système multilatéral puisque Donald Trump refuserait de les prendre sous sa coupe.

Prudence et circonspection devront de toute façon prévaloir. Donald Trump, quelles que soient ses tirades sur les succès qu'il a déjà accomplis, continue à rester discret sur ce thème du « *leadership* ». Félicitons-nous-en. Mais la marge est étroite entre l'intérêt national américain et cette lourde pente des États-Unis à considérer que le poste de chef est le mieux à même de protéger leurs intérêts. La propension à prendre les rênes, à le faire savoir et sentir, n'est peut-être pas très éloignée¹¹. Restons donc éveillés. Donald Trump, disait quelqu'un, c'est Barack Obama en moins sympa. Un futur Président, ce pourrait être un Donald Trump ... en plus sympa, mais un Donald Trump quand même.

| |
|-------------------------|
| JEAN-PIERRE CHEVENEMENT |
|-------------------------|

Merci, Alain Dejammet, de ces observations qui sont celles du praticien.

Après le regard du diplomate on pourrait faire rebondir à l'infini le débat.

Un autre diplomate, Michel Suchod, va nous donner son éclairage sur des problèmes qui intéressent la Cour suprême.

¹¹ Et l'inéluctable se rapproche. À force de coasser qu'elles veulent un roi, les grenouilles finissent par donner des idées à la Maison Blanche. Mike Pence, sinon Trump, a repris pour la première fois, en février à Munich, lors de la traditionnelle conférence sur la sécurité, le vieux langage sur le « *leadership* américain », scandant l'expression, tout en réclamant, bien sûr, des alliés qu'ils contribuent davantage aux dépenses de défense.

Le poids de la Cour suprême des États-Unis, le troisième pouvoir, sur le processus électoral

Le système constitutionnel américain, apparemment construit, comme le nôtre, sur la pensée de Montesquieu, la séparation des pouvoirs, est en réalité un système très différent et il connaît actuellement une dérive qui doit être considérée comme inquiétante.

« Que veut le Président ? Que va faire le Président ? », la question passionne les Français. Les Américains ne se préoccupent pas seulement de ce que fait le Président (exécutif) mais s'intéressent naturellement au pouvoir législatif : que pense la Chambre des représentants ? Que pense le Sénat ? (Qui s'intéresse dans la politique internationale à ce que pense le sénat français ?)

Les Américains s'intéressent également à la Cour suprême (judiciaire).

De fait, le système qui a été établi s'appelle « *checks and balances* » : chacun « *check* » le pouvoir des deux autres, pour s'assurer que le pouvoir est équilibré (c'est le côté « *balance* »). La Cour suprême est souveraine dans l'interprétation du droit, de la Constitution et des lois, mais ses membres sont nommés par le Président et approuvés par le Sénat. Nombreux sont les points du processus politique où sont impliqués les trois pouvoirs.

Or il s'est produit une sorte de « coup de force » qui pourrait peser sur une génération entière. À la mort du juge Antonin Scalia, en février 2016, les Républicains avaient bloqué la nomination d'un juge par le Président Obama, pourtant encore au pouvoir pour onze mois. Jusque-là l'équilibre était relativement assuré : quatre conservateurs, quatre libéraux et le juge Anthony Kennedy, plutôt conservateur mais considéré comme une personnalité très ouverte et qui votait parfois avec les libéraux (il s'était par exemple prononcé en faveur du mariage entre personnes du même sexe). Mais c'est Neil Gorsuch qui est choisi en 2017 par Donald Trump pour occuper le siège vacant à la Cour suprême. La nomination de ce juge, qui a travaillé avec Anthony Kennedy mais qui est connu comme défenseur des valeurs de la famille et hostile à l'avortement, est un gage donné à l'électorat de Donald Trump. Aujourd'hui il est question de voir la doyenne de la Cour, Madame Ruth Bader Ginsburg, se retirer. Elle sera évidemment remplacée par un magistrat proposé par Donald

Trump. Avec six conservateurs et trois progressistes, la Cour suprême sera loin, et pour longtemps, de l'équilibre.

Or, le déséquilibre au sein de la Cour suprême pèse d'abord sur le droit sociétal. Cette nouvelle majorité va-t-elle maintenir le droit à l'avortement ? Quelle sera sa position vis-à-vis des règles actuelles sur la peine de mort telles qu'elles s'imposent aux différents États sous le contrôle de la Cour suprême ? Comment se prononcera-t-elle sur la question de l'armement libre ? L'armement libre est le produit d'une lecture biaisée du deuxième amendement à la Constitution, voté du temps des pères fondateurs, lorsqu'on craignait une nouvelle guerre avec les Anglais (peur justifiée : des années après la guerre d'Indépendance, de 1775 à 1783, la guerre anglo-américaine de 1792 fut extraordinairement meurtrière). Il reste qu'aujourd'hui chacun peut détenir chez soi un arsenal de guerre. Pour abolir ce deuxième amendement il faudrait un vote conforme des deux chambres, ratifié ensuite par trois quarts des États américains, soit 37 États dont, par exemple, le Dakota du Sud, le Nevada, le Wyoming et autres États dont la population est armée jusqu'aux dents et qui n'ont nulle intention de consentir à la modification du deuxième amendement. Pour éviter les meurtres de masse régulièrement perpétrés dans les lycées américains par des jeunes gens qui n'ont pas apprécié la politique de l'établissement scolaire à leur égard, la seule solution est donc la régulation par la Cour suprême. Que peut-on attendre à cet égard d'une Cour suprême dominée aux deux tiers par des ultra-conservateurs ?

Mais la composition de la Cour suprême pèse aussi sur la vie politique, notamment sur la question de ce que nous appelons en France le « charcutage électoral ». Ce redécoupage est dans la main des États, sous la responsabilité du gouverneur et des assemblées d'État. Mais il pourrait être guidé par des règles. De même qu'en France le découpage se fait sous le contrôle du Conseil d'État, il devrait être contrôlé aux États-Unis par la Cour suprême. Ce contrôle a été demandé à trois reprises. La dernière fois, les électeurs du Wisconsin qui ont porté plainte se sont vu répondre qu'ils n'avaient pas la légitimité juridique nécessaire pour contester l'ensemble de la carte : une dizaine de citoyens du Wisconsin n'ont pas le pouvoir de contester le découpage de leur État quand ils le jugent irrégulier. Ils n'ont pas « l'intérêt pour agir », dirions-nous. Il n'y a

donc pas de contrôle d'un *gerrymandering* aujourd'hui scandaleusement développé.

Plus grave, la Cour suprême a le contrôle des règles du financement des campagnes électorales. Bien entendu les chambres peuvent elles-mêmes légiférer. Le sénateur républicain John McCain, flanqué d'une personnalité démocrate, avait fait voter en 2002 la Loi McCain-Feingold qui permettait un minimum de régulation des finances des campagnes électorales. Or, par l'arrêt *Citizens United v. Federal Election Commission* (2010), la Cour suprême dispose que les entreprises privées ont les mêmes droits que les citoyens de faire valoir leur opinion en raison du premier amendement de la Constitution et peuvent abonder des fonds de manière absolument illimitée. Et on voit des campagnes financées par des milliardaires prêts à payer 30, 40, 50 millions de dollars... Cela peut atteindre un point critique, comme le jour où la première candidate républicaine à la présidence des États-Unis, Mme Elizabeth Dole, qui avait été ministre du Président Bush, avait été contrainte d'annoncer à la télévision devant 38 millions d'Américains qu'elle était obligée de mettre fin à sa campagne, faute de fonds. « Au revoir », avait-elle simplement déclaré en quittant le plateau télévisé.

Peut-être datera-t-on un jour de ce soir-là l'au revoir de l'Amérique à la démocratie.

| |
|-------------------------|
| JEAN-PIERRE CHEVENEMENT |
|-------------------------|

Nous resterons sur cet au revoir.

Je veux encore remercier très chaleureusement les intervenants pour leur apport à ce débat très intéressant.

Merci à tous.

PUBLICATIONS RECENTES

L'EXTRATERRITORIALITE DU DROIT AMERICAIN

Colloque du lundi 1^{er} février 2016

ETATS-UNIS, HORIZON 2017

Colloque du lundi 18 avril 2016

INTEGRATION, LAICITE, CONTINUER LA FRANCE

Colloque du lundi 23 mai 2016

OÙ VA L'INDE ?

Colloque du lundi 6 juin 2016

**LES EVOLUTIONS DU CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER
MONDIAL**

Colloque du lundi 4 juillet 2016

**LA DEMOGRAPHIE EN EUROPE
ET SES REPERCUSSIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES**

Colloque du lundi 24 octobre 2016

**L'EXERCICE DE LA SOUVERAINETE PAR LE PEUPLE :
LIMITES, SOLUTIONS**

Colloque du lundi 14 novembre 2016

QUEL AVENIR POUR LA FRANCOPHONIE ?

Colloque du lundi 12 décembre 2016

**VERS LA FIN DE LA GLOBALISATION,
MYTHE OU REALITE ?
QUELLE STRATEGIE POUR LA FRANCE ?**

Colloque du lundi 6 mars 2017

ENJEUX MARITIMES DU MONDE ET DE LA FRANCE

Colloque du lundi 20 mars 2017

OU VA LA TURQUIE ?

Colloque du lundi 29 mai 2017

CIVILISATION, AVEC OU SANS 'S' ?

Colloque du lundi 22 mai 2017

OU VA LA TURQUIE ?

Colloque du lundi 29 mai 2017

L'AVENIR DES RELATIONS GERMANO-AMERICAINES

Colloque du lundi 18 septembre 2017

MAX GALLO, LA FIERTE D'ETRE FRANÇAIS

Rencontre-hommage du mardi 21 octobre 2017

L'ECOLE AU DEFI DE L'INTEGRATION REPUBLICAINE

Colloque du lundi 27 novembre 2017

LE MOMENT REPUBLICAIN EN FRANCE ?

Colloque du lundi 11 décembre 2017

QU'Y-A-T-IL DANS LE CHAUDRON DU MOYEN-ORIENT ?

Colloque du lundi 12 février 2018

DESERTIFICATION ET REANIMATION DES TERRITOIRES

Colloque du mardi 27 février 2018

L'EUROPE, COMMENT CA MARCHE ET COMMENT LA REDRESSER ?

Colloque du mardi 20 mars 2018

LES NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE, LA STRATEGIE DE LA CHINE

Colloque du lundi 4 juin 2018

FAKE NEWS, FABRIQUE DES OPINIONS ET DEMOCRATIE

Colloque du mercredi 20 juin 2018

L'EUROPE FACE A L'EXTRATERRITORIALITE DU DROIT AMERICAIN

Colloque du lundi 24 septembre 2018

LE DROIT CONTRE LA LOI

Colloque du lundi 22 octobre 2018

**ORDOLIBERALISME, MERCANTILISME ALLEMAND ET FRACTURES
EUROPEENNES**

Colloque du 19 novembre 2018

SITUATION DE L'ITALIE, REALITE ET PERSPECTIVES

Colloque du 5 décembre 2018

NOTES ET ETUDES :

Parues récemment :

- **Baptiste Petitjean**, directeur de la Fondation Res Publica, **Joachim Imad et Nathan Crespy**, « **Une vue d'ensemble sur les relations commerciales internationales** », août 2018.
- **Franck Dedieu**, responsable du développement de la Fondation Res Publica : « **La fin d'un modèle économique, le nouveau départ d'un autre ?** » (suite au colloque du 4 juillet 2016 sur « Les évolutions du contexte économique et financier mondial »)
- **Baptiste Petitjean**, directeur de la Fondation Res Publica : « **Où va l'Afrique ? Pour une approche réaliste** » (suite à la matinée d'échanges du 8 juin 2016 autour de **Sylvie Brunel** Professeur à l'université Paris-IV-Sorbonne, auteure de « *L'Afrique est-elle si bien partie ?* » (Sciences humaines ; 2014)
- **Daniel Bloch**, ancien Président d'université, ancien Recteur, ancien Directeur des enseignements supérieurs, et **Pierre Hess**, Inspecteur de l'Education nationale : « **Apprendre à parler, à penser et à vivre ensemble** »
- **Jean-Michel Naulot** membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, auteur de « *Crise financière - Pourquoi les gouvernements ne font rien* » (Le Seuil, 2013) : « **Le défi Tsipras** » (tribune parue dans Libération le 14 avril 2015)
- **Kevin Limonier**, Docteur en géopolitique, Institut Français de Géopolitique (Université Paris 8) et **David Amsellem**, Docteur en géopolitique au Centre de Recherche et d'Analyse Géopolitique (CRAG), Université Paris VIII : étude cartographique réalisée pour la Fondation Res Publica : « **Que peut faire la France en Afrique subsaharienne ?** »
- **Dominique Garabiol**, Professeur associé à Paris-8, membre du Conseil scientifique de la fondation Res Publica : « **La monnaie unique est déjà morte. Vive la monnaie commune !** » (entretien paru dans Marianne le 22 août 2014)

NOTES DE LECTURE :

Parues récemment :

- « **Le couple franco-allemand n'existe pas** » note de lecture du livre de Coralie Delaume, *Le couple franco-allemand n'existe pas. Comment l'Europe est devenue allemande et pourquoi ça ne durera pas* (Michalon, 2018), par Marie-Françoise Bechtel, conseiller d'Etat (h), vice-présidente de la Fondation Res Publica
- « **Une approche réaliste des problèmes internationaux** », note de lecture du livre d'Hubert Védrine, *Comptes à rebours* (Fayard, 2018), par Marie-Françoise Bechtel, conseiller d'Etat (h), vice-présidente de la Fondation Res Publica
- « **Les nouvelles routes de la soie et les ambitions mondiales de la Chine** », note de lecture du livre d'Alice Ekman (dir.), *La Chine dans le monde* (CNRS éditions, 2018), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica
- « **Déchiffrer le monde** », note de lecture du livre de Thierry de Montbrial, *Vivre le temps des troubles* (Albin Michel, 2017), par Marie-Françoise Bechtel, conseiller d'Etat (h), vice-présidente de la Fondation Res Publica
- « **La diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite : une 'industrie idéologique'** », note de lecture du livre de Pierre Conesa *Dr. Saoud et Mr Jihad. La diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite* (Robert Laffont, 2016), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica
- « **Vers un monde hyper industriel** », note de lecture du livre de Pierre Veltz *La société hyper-industrielle – Le nouveau capitalisme productif* (Le Seuil, 2017), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica
- « **La concorde civique face au spectre de la guerre civile** », note de lecture du livre de David Djaiz *La guerre civile n'aura pas lieu* (Editions du Cerf, 2017), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica

FONDATION RES PUBLICA

52, rue de Bourgogne

75 007 Paris

☎ 01.45.50.39.50

info@fondation-res-publica.org

Achévé
d'imprimer
en avril 2019